



T3 Troisième rapport trimestriel

Trimestre terminé le 30 septembre 2016

TransForce inc. est un chef de file nord-américain du secteur du transport et de la logistique présente partout au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de ses filiales.

TransForce crée de la valeur pour ses actionnaires en repérant des acquisitions stratégiques et en gérant un réseau en pleine expansion de filiales en propriété exclusive.

Ces filiales bénéficient des ressources financières et opérationnelles de TransForce pour faire croître leurs activités et améliorer leur efficacité.

LES SOCIÉTÉS DE TRANSFORCE EXERCENT LES ACTIVITÉS SUIVANTES :



LIVRAISON DE COLIS
ET COURRIER



TRANSPORT DE LOTS
BRISÉS



TRANSPORT DE LOTS
COMPLETS



LOGISTIQUE

La Bourse de Toronto

TSX : TFI

Le marché OTCQX aux États-Unis

OTCQX : TFIFF

Pour plus d'information, visitez
www.transforcecompany.com



RAPPORT DE GESTION

Pour le troisième trimestre clos le
30 septembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
ÉNONCÉS PROSPECTIFS	2
DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES ET FAITS SAILLANTS	3
À PROPOS DE TRANSFORCE	4
RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
RÉSULTATS SECTORIELS	8
LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL	13
PERSPECTIVES	17
SOMMAIRE DES RÉSULTATS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES	18
MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	19
RISQUES ET INCERTITUDES	20
CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS CRITIQUES	20
MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES	20
CONTRÔLES ET PROCÉDURES	21

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Le texte qui suit constitue le rapport de gestion de TransForce Inc. Dans ce rapport de gestion, les termes « Société » et « TransForce » désignent TransForce Inc. et ses filiales indépendantes. Le présent rapport de gestion établit une comparaison entre la performance de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 et sa performance du trimestre et de la période de neuf mois correspondants, clos le 30 septembre 2015, passe en revue la situation financière de la Société au 30 septembre 2016 et, enfin, présente une analyse de ses affaires jusqu'au 20 octobre 2016. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires qui s'y rattachent au 31 décembre 2015 et pour l'exercice clos à cette date.

Dans le présent document, toutes les données financières sont préparées conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, et le mot « dollar », de même que les symboles « \$ » et « \$ CA », désignent des dollars canadiens, sauf indication contraire. Certains écarts peuvent exister du fait de l'arrondissement des montants. Des mesures financières non conformes aux IFRS sont également utilisées dans le présent rapport de gestion. Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport pour obtenir une description complète de ces mesures.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités de la Société ont été approuvés par son conseil d'administration (le « conseil ») sur la recommandation de son comité d'audit le 20 octobre 2016. Des données prospectives, des commentaires et des analyses sont également fournis, le cas échéant, pour aider les investisseurs, nouveaux et de longue date, à se représenter l'entreprise du point de vue de la direction. Ces informations sont soumises à des contraintes raisonnables afin de préserver le caractère confidentiel de certains renseignements qui, s'ils étaient rendus publics, seraient susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur la position concurrentielle de la Société.

Il est possible d'obtenir des renseignements additionnels au sujet de la Société sur son site Web, à l'adresse www.transforcecompany.com. Les documents que la Société produit dans le cadre de ses obligations d'information continue, notamment ses rapports de gestion et ses états financiers consolidés annuels et trimestriels, son rapport annuel, sa notice annuelle, la circulaire de la direction et les divers communiqués diffusés par la Société, sont également disponibles sur son site Web ou directement par l'entremise du système SEDAR, à www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Dans le présent rapport de gestion, la Société peut formuler des énoncés qui révèlent ses attentes actuelles concernant les résultats opérationnels, la performance et les réalisations futurs. Ces « énoncés prospectifs » font état des opinions actuelles exprimées par la direction en fonction des renseignements actuellement à sa disposition. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de mots comme « prévoir », « croire », « estimer », « planifier », « souhaiter » et d'autres mots et expressions de sens analogue. Les énoncés prospectifs comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents des résultats historiques ou de ceux qui sont anticipés ou prévus.

La Société souhaite mettre le lecteur en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à certains énoncés prospectifs, car ceux-ci font référence à des enjeux qui ne s'appliquent qu'à la date à laquelle ils ont été formulés. Les facteurs importants énoncés ci-dessous sont susceptibles d'entraîner un écart important entre le rendement financier réel de la Société et celui présenté dans l'un ou l'autre des énoncés prospectifs : la situation hautement concurrentielle qui prévaut sur le marché, la capacité de la Société de recruter et de former des chauffeurs qualifiés et de les fidéliser, les variations de prix du carburant et la capacité de la Société d'en transférer le coût à ses clients, les fluctuations des taux de change, l'incidence des normes et des règlements en matière d'environnement, les changements apportés à la réglementation gouvernementale qui s'appliquent aux activités de la Société, les conditions météorologiques défavorables, les accidents, le marché du matériel usagé, les fluctuations des taux d'intérêt, le coût de l'assurance responsabilité civile, les ralentissements de la conjoncture économique en général qui ont une incidence sur la Société et ses clients, et la liquidité des marchés du crédit.

La liste ci-dessus ne saurait être interprétée comme exhaustive, et la Société décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour ultérieurement tout énoncé prospectif formulé antérieurement à moins qu'elle n'y soit obligée en vertu des lois applicables sur les valeurs mobilières. Des événements imprévus peuvent survenir. Le lecteur doit se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » à la fin du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet des facteurs de risque et d'autres événements indépendants de la volonté de la Société. Les résultats financiers et opérationnels futurs de la Société sont susceptibles de différer en raison de ces facteurs et d'autres facteurs de risque.

DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES ET FAITS SAILLANTS

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	Troisièmes trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Revenus avant la surcharge de carburant	897 448	913 242	2 668 042	2 692 131
Surcharge de carburant	78 012	96 430	219 432	310 968
Total des revenus	975 460	1 009 672	2 887 474	3 003 099
BAIIA ¹	116 958	117 244	320 974	340 883
Bénéfice opérationnel	72 424	72 759	186 114	209 977
Bénéfice net	51 503	41 630	594 240	119 791
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	51 069	31 903	110 672	105 127
Bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies ¹	56 411	48 578	142 810	142 697
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	88 302	86 905	228 093	222 058
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies ¹	81 341	56 435	190 302	165 756
Données par action				
BPA – dilué	0,55	0,41	6,18	1,16
BPA lié aux activités poursuivies – dilué	0,54	0,32	1,15	1,02
BPA ajusté lié aux activités poursuivies – dilué ¹	0,60	0,48	1,49	1,39
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies ¹	0,88	0,57	2,01	1,64
Dividendes	0,170	0,170	0,510	0,510
En pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant				
Marge du BAIIA ¹	13,0 %	12,8 %	12,0 %	12,7 %
Amortissement des immobilisations corporelles	3,6 %	3,6 %	3,6 %	3,6 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1,4 %	1,3 %	1,4 %	1,3 %
Marge d'exploitation ¹	8,1 %	8,0 %	7,0 %	7,8 %
Ratio d'exploitation ¹	91,9 %	92,0 %	93,0 %	92,2 %

Faits saillants du troisième trimestre

- TransForce a généré des résultats satisfaisants pour le troisième trimestre malgré l'incidence toujours négative de la diminution du volume de fret causée par des facteurs économiques fondamentaux peu porteurs. Le total des revenus liés aux activités poursuivies a baissé de 3 %, principalement en raison de la diminution de la surcharge de carburant et du volume de fret, tandis que le bénéfice opérationnel tiré des activités poursuivies est demeuré stable en glissement annuel grâce à la progression de la marge d'exploitation globale.
- Le total des revenus a baissé de 34,2 M\$ et s'est fixé à 975,5 M\$, en raison des baisses de la surcharge de carburant et du volume, lesquelles ont été annulées par les acquisitions d'entreprises.
- Dans le secteur de la livraison de colis et courrier, le total des revenus des services liés au commerce électronique a augmenté de 26 %, ou 14,8 M\$, et atteint 71,2 M\$ au troisième trimestre de 2016, tandis que dans le secteur du transport de lots complets, ce total a progressé de 29 %, ou 6,3 M\$, pour s'établir à 28,4 M\$.
- Le bénéfice opérationnel lié aux activités poursuivies est resté pratiquement inchangé par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice, à 72,4 M\$. La marge d'exploitation consolidée¹ a légèrement augmenté, passant de 8,0 % pour le troisième trimestre du dernier exercice, à 8,1 %.
- Le bénéfice net a atteint 51,5 M\$, une hausse de 24 % par rapport à l'exercice précédent qui est attribuable à la baisse des charges financières nettes et du taux d'imposition effectif, ces éléments ayant été neutralisés par la diminution du bénéfice net lié aux activités abandonnées. L'an dernier, le bénéfice net avait été de 41,6 M\$. Le bénéfice par action dilué (« BPA dilué ») s'est élevé à 0,55 \$, en hausse de 34 % par rapport à 0,41 \$ au dernier exercice.
- Le BPA ajusté dilué lié aux activités poursuivies¹, mesure non conforme aux IFRS, a augmenté de 25 %, passant de 0,48 \$ au troisième trimestre de 2015, à 0,60 \$.
- Les flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies¹, mesure non conforme aux IFRS, se sont chiffrés à 81,3 M\$, soit beaucoup plus que les 56,4 M\$ générés au troisième trimestre de 2015, ce qui s'explique par la baisse des dépenses en immobilisations au titre des activités poursuivies.
- Au troisième trimestre, la dette à long terme de la Société s'est établie à 853,9 M\$, soit un niveau similaire à celui du trimestre précédent. Les importants flux de trésorerie générés par les activités poursuivies ont été affectés, en partie, au rachat de 1,6 million d'actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 41,8 M\$ pendant le trimestre.
- Le 18 août 2016, la Société a conclu une nouvelle convention de prêt d'un montant de 75 M\$, portant intérêt au taux de 3,95 % et arrivant à échéance en août 2019.
- Le 28 septembre 2016, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui sera ainsi en vigueur du 30 septembre 2016 au 29 septembre 2017.
- Augmentation de 12 % du dividende trimestriel qui passe de 0,17 \$ à 0,19 \$ par action.

¹ Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS ».

À PROPOS DE TRANSFORCE

Services

TransForce est un chef de file nord-américain du secteur du transport et de la logistique présente partout au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de ses filiales. TransForce crée de la valeur pour ses actionnaires en repérant des acquisitions stratégiques et en gérant un réseau en pleine expansion de filiales en propriété exclusive. Ces filiales bénéficient des ressources financières et opérationnelles de TransForce pour faire croître leurs activités et améliorer leur efficacité. Les sociétés de TransForce exercent les activités suivantes :

- la livraison de colis et courrier;
- le transport de lots brisés;
- le transport de lots complets;
- la logistique.

Caractère saisonnier des activités

Les activités exercées par la Société sont tributaires de la demande générale de transport de fret. Habituellement, la demande est relativement stable tout au long de l'année, mais est à son plus faible au premier trimestre. De plus, au cours des mois plus rigoureux d'hiver, la consommation de carburant et les frais d'entretien tendent à augmenter.

Ressources humaines

La Société compte 14 187 employés, qui travaillent dans les différents secteurs d'activité de TransForce dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. En comparaison, la Société avait 15 665 employés au 30 septembre 2015. Le nombre d'employés a diminué de 1 478 sur douze mois, ce qui est attribuable à la vente du groupe des matières résiduelles (baisse de 707 employés), à la fermeture des services de déplacement d'appareils de forage (baisse de 73 employés) et aux rationalisations ayant touché 714 employés, surtout dans les secteurs de la livraison de colis et courrier et du transport de lots brisés. Les acquisitions d'entreprises ont ajouté 16 nouveaux employés au cours des douze derniers mois. La Société considère que le taux de roulement de son personnel est relativement faible et qu'elle entretient de très bonnes relations avec ses employés.

Équipement

La Société dispose de la plus importante flotte de camions au Canada et elle est présente sur le marché des États-Unis. Au 30 septembre 2016, la Société comptait 5 348 véhicules motorisés et 17 386 remorques. En comparaison, il y avait 6 039 véhicules motorisés et 17 814 remorques au 30 septembre 2015. Ces baisses sont principalement attribuables à la vente du groupe des matières résiduelles, à la fermeture des services de déplacement d'appareils de

forage et à la réduction de la taille de la flotte dans le secteur du transport de lots brisés.

Terminaux

TransForce a son siège social à Montréal, au Québec, et son bureau administratif à Etobicoke, en Ontario. Au 30 septembre 2016, la Société comptait 369 terminaux. De ce total, 278 sont situés au Canada, dont 166 dans l'Est et 112 dans l'Ouest. La Société a également 91 terminaux aux États-Unis. En comparaison, il y avait 423 terminaux au 30 septembre 2015. Vingt terminaux ont été cédés dans le cadre de la vente du groupe des matières résiduelles. Le regroupement de terminaux réalisé au cours des douze derniers mois a réduit de 35 le nombre total de terminaux, principalement dans les secteurs de la livraison de colis et courrier, du transport de lots brisés et des services de déplacement d'appareils de forage. Au cours du troisième trimestre de 2016, la Société a fermé 4 terminaux.

Clients

La Société a une clientèle diversifiée dans un large éventail d'industries sans qu'un seul de ces clients représente plus de 5 % de ses revenus consolidés. Grâce à cette clientèle diversifiée, ainsi qu'à la grande portée géographique des services offerts par la Société et au nombre élevé de secteurs dans lesquels elle exerce ses activités, un ralentissement touchant les activités d'un ou de plusieurs clients dans une industrie en particulier ne saurait entraîner de répercussions défavorables majeures sur les activités de la Société. La Société a conclu des alliances stratégiques avec d'autres transporteurs en Amérique du Nord afin d'offrir à sa clientèle un réseau qui s'étend à la grandeur du continent.

Revenus par secteur d'activité des principaux clients (57 % du total des revenus)

Commerce de détail	31 %
Produits manufacturés	12 %
Services	8 %
Industrie automobile	8 %
Aliments et boissons	7 %
Matériaux de construction	7 %
Énergie	5 %
Métaux et mines	5 %
Produits forestiers	5 %
Produits chimiques et explosifs	3 %
Conteneurs maritimes	3 %
Gestion des matières résiduelles	2 %
Autres	4 %

(Au 30 juin 2016)

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

La présente section contient des commentaires généraux sur les résultats opérationnels consolidés. Pour obtenir une analyse plus détaillée, veuillez vous reporter à la rubrique « Résultats sectoriels ».

Acquisitions importantes d'entreprises en 2016

Au cours des neuf premiers mois, la Société a acquis quatre entreprises dans le secteur opérationnel des services spécialisés de transport de lots complets, lesquelles ne sont pas considérées comme importantes. Compte tenu des données historiques, on s'attend à ce que ces activités génèrent des revenus annuels de 49,0 M\$.

Revenus liés aux activités poursuivies

TransForce a communiqué des revenus en baisse, ce qui est principalement attribuable à la diminution de la surcharge de carburant et du volume. Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2016, le total des revenus s'est fixé à 975,5 M\$, en baisse de 34,2 M\$, ou 3 %, par rapport à 1 009,7 M\$ au troisième trimestre de 2015. Les baisses liées au recul des revenus liés à la surcharge de carburant et du volume ont été annulées par une contribution de 17,5 M\$ des acquisitions d'entreprises. Les taux de change n'ont pas eu d'incidence importante en glissement annuel sur les revenus pour le trimestre à l'étude, puisque le taux moyen utilisé pour convertir les revenus de TransForce générés en dollars américains était similaire à celui utilisé au trimestre correspondant du dernier exercice. Pour ce qui est des revenus avant la surcharge de carburant liés aux activités existantes, les hausses observées dans le secteur de la livraison de colis et courrier ont été en grande partie annulées par les baisses dans les activités régionales de transport de lots brisés et dans la division des services nationaux de transport de lots complets des États-Unis.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le total des revenus s'est établi à 2,9 G\$, en baisse de 115,6 M\$, ou 4 %. Cette baisse s'explique surtout par la diminution des revenus liés à la surcharge de carburant et du volume lié aux activités existantes, laquelle a été neutralisée par la contribution des acquisitions d'entreprises et les fluctuations des taux de change. La conversion des devises a compté pour environ 1,4 % de l'augmentation des revenus.

Charges opérationnelles liées aux activités poursuivies

Au troisième trimestre, les charges opérationnelles de la Société ont diminué de 33,9 M\$, ou 4 %, passant de 936,9 M\$ en 2015 à 903,0 M\$ en 2016. La diminution, qui découle surtout de la baisse de 50,5 M\$ des charges opérationnelles des activités existantes, a été neutralisée par une hausse de 16,6 M\$ en lien avec les acquisitions d'entreprises. Exception faite des acquisitions, la diminution est essentiellement attribuable à la baisse des prix du carburant, à la contraction de la demande, aux activités de rationalisation et à l'optimisation des terminaux, autant d'éléments ayant permis de réduire les charges liées aux matières et aux services de 32,2 M\$ et les charges liées au personnel, de 13,1 M\$. L'influence de ces éléments a été annulée par l'augmentation de 3,5 M\$ des dépenses liées aux accidents pour le trimestre à l'étude, dont une tranche de 1,6 M\$ a été engagée dans la division américaine du transport de lots complets.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, l'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 0,7 M\$. Exception faite des acquisitions d'entreprises, l'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 1,7 M\$, ou 5 %, grâce aux efforts constants déployés par la Société en vue d'ajuster la capacité aux variations de la demande. Pour la même période, l'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 0,8 M\$ sur une base consolidée, ce qui s'explique en partie par les acquisitions d'entreprises.

Pour le troisième trimestre, le profit sur la vente d'immobilisations corporelles a augmenté de 1,8 M\$ en glissement annuel. Les profits réalisés au troisième trimestre de 2016 comprennent un gain de 3,2 M\$ sur la vente de propriétés, ce qui se compare à une perte de 0,2 M\$ en 2015.

Le ratio d'exploitation¹, mesure non conforme aux IFRS, a légèrement progressé et atteint 91,9 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 92,0 % pour le troisième trimestre de 2015, car la Société a réussi à réduire ses charges opérationnelles parallèlement au déclin des volumes. Exception faite des acquisitions et des profits sur la vente d'actifs, le ratio d'exploitation s'est élevé à 92,5 %, en hausse par rapport à 92,4 % au troisième trimestre de 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les charges opérationnelles de la Société ont reculé de 91,8 M\$, passant de 2,79 G\$ en 2015 à 2,70 G\$ en 2016. Exception faite des acquisitions d'entreprises, les charges opérationnelles ont diminué de 163,3 M\$, ou 6 %, ce qui est surtout attribuable au recul des prix du carburant, à la contraction de la demande, aux activités de rationalisation et à l'optimisation des terminaux, ces éléments ayant été neutralisés par la baisse des profits sur la vente d'actifs. Sur une base consolidée, le ratio d'exploitation s'est élevé à 93,0 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, en hausse de 80 points de base par rapport à 2015. Exception faite des acquisitions et des profits sur la vente d'actifs, les charges opérationnelles ont baissé presque au même rythme que les revenus, et le ratio d'exploitation, calculé de la même façon, a donc augmenté de 50 points de base en glissement annuel.

Bénéfice opérationnel lié aux activités poursuivies

Pour le troisième trimestre, le bénéfice opérationnel lié aux activités poursuivies de TransForce est resté pratiquement inchangé par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice, à 72,4 M\$. Les améliorations considérables du bénéfice opérationnel et de la marge d'exploitation dans le secteur de la livraison de colis et courrier ont été annulées par le déclin des revenus et des marges attribuable à la détérioration des facteurs économiques fondamentaux touchant les divisions opérationnelles de transport de lots complets. Exprimée en pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant, la marge d'exploitation a augmenté de 10 points de base, passant de 8,0 % au troisième trimestre du dernier exercice, à 8,1 %.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice opérationnel lié aux activités poursuivies s'est situé à 186,1 M\$, en baisse de 23,9 M\$ par rapport à 210,0 M\$ en 2015, ce qui est attribuable au déclin des revenus et des profits réalisés sur la vente d'actifs en glissement annuel.

¹ Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS ».

Exprimée en pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant, la marge d'exploitation a reculé de 80 points de base, passant de 7,8 % l'an dernier, à 7,0 %.

Produits financiers et charges financières

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Troisièmes trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	2016	2015	2016	2015
Charges financières (produits financiers)				
Charge d'intérêts sur la dette à long terme	8 442	15 321	29 270	45 186
Revenus d'intérêts et désactualisation	(639)	-	(1 722)	-
Perte (gain) de change, montant net	315	(1 359)	3 317	664
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de change	(122)	2 072	(1 263)	6 899
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt	(3 687)	9 713	8 924	11 362
Autres	2 372	570	5 090	2 656
Charges financières, montant net	6 681	26 317	43 616	66 767

Charge d'intérêts sur la dette à long terme

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la charge d'intérêts sur la dette à long terme a baissé de 6,9 M\$ et 15,9 M\$, respectivement, principalement en raison de la diminution des emprunts attribuable au produit reçu pour la vente du groupe des matières résiduelles.

Gain net ou perte nette de change et comptabilité de couverture

Les gains ou pertes de change nets sont principalement attribuables à la tranche libellée en dollars américains de la facilité de crédit de la Société. La Société désigne une portion de sa dette libellée en dollars américains comme instrument de couverture de son investissement net dans des établissements aux États-Unis. Ce traitement comptable permet à la Société de déduire la portion désignée du gain (ou de la perte) de change de sa dette de la perte (ou du gain) de change de ses placements nets dans les établissements aux États-Unis et de la présenter dans les autres éléments du résultat global. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, des pertes de change de 6,4 M\$ et des gains de change de 35,0 M\$, respectivement (5,5 M\$ et 30,4 M\$ après impôt, respectivement), ont donc été reclassés dans les autres éléments du résultat global.

Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés, que la Société utilise pour atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt, a augmenté de 3,8 M\$ au troisième trimestre de 2016, alors qu'elle avait diminué de 11,8 M\$ pour le trimestre correspondant du dernier exercice. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la juste valeur de ces instruments a reculé de 7,7 M\$, alors qu'elle avait baissé de 18,3 M\$ en 2015. La juste valeur des instruments dérivés est soumise aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt attribuables aux prix de marché.

Autres

Les autres charges financières se composent principalement des frais bancaires et de la variation nette de la juste valeur des unités d'actions différées de la Société. Ce dernier élément est le principal facteur ayant contribué à l'augmentation des autres charges financières pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, le taux d'imposition effectif était de 22,2 %. La charge d'impôt sur le résultat de 14,7 M\$ présentait un écart favorable de 3,0 M\$ par rapport à la charge d'impôt de 17,7 M\$ anticipée en fonction du taux d'imposition prévu par la loi de 26,9 % auquel la Société est assujettie. Cet écart favorable découle essentiellement de différences avantageuses d'un montant de 2,0 M\$ entre le taux d'imposition prévu par la loi et les taux en vigueur dans d'autres territoires ainsi que d'une variation de 1,9 M\$ par rapport aux rajustements du dernier exercice. Ces écarts ont été neutralisés par une charge d'impôt de 1,2 M\$ en lien avec des charges non déductibles.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le taux d'imposition effectif était de 22,3 %. La charge d'impôt sur le résultat de 31,8 M\$ présentait un écart favorable de 6,5 M\$ par rapport à la charge d'impôt de 38,3 M\$ anticipée en fonction du taux d'imposition prévu par la loi de 26,9 % auquel la Société est assujettie. Cet écart favorable découle essentiellement de différences avantageuses d'un montant de 5,6 M\$ entre le taux d'imposition prévu par la loi et les taux en vigueur dans d'autres territoires, d'une variation de 2,1 M\$ par rapport aux rajustements du dernier exercice ainsi que d'une variation de 1,8 M\$ découlant d'un bénéfice non imposable, principalement en lien avec des gains en capital. Ces écarts ont été neutralisés par une charge d'impôt de 2,4 M\$ en lien avec des charges non déductibles.

Bénéfice net lié aux activités abandonnées

Par suite de la cession de son secteur de la gestion des matières résiduelles, opération conclue le 1^{er} février 2016, et de la décision de la Société de cesser ses activités dans les services de déplacement d'appareils de forage, ces deux secteurs opérationnels ont été reclassés et ils sont présentés sur une base nette à titre d'activités abandonnées dans les états consolidés du résultat et des flux de trésorerie.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, le bénéfice net lié aux activités abandonnées de 0,4 M\$ est surtout le fait des rajustements d'impôts sur le bénéfice lié aux activités de déplacement d'appareils de forage. Pendant le trimestre à l'étude, la cession d'actifs détenus en vue de la vente a généré

des produits de 8,7 M\$. Les immobilisations corporelles classées comme actifs détenus en vue de la vente, d'une valeur comptable de 4,1 M\$ au 30 septembre 2016, devraient être vendues d'ici un an.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net lié aux activités abandonnées de TransForce s'est élevé à 483,6 M\$, comparativement à 14,7 M\$ en 2015. Pour 2016, le bénéfice net lié aux activités abandonnées inclut le profit avant impôt sur la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles, soit 559,2 M\$, ou 490,8 M\$ après impôt.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	Troisièmes trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net	51 503	41 630	594 240	119 791
Amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec les acquisitions d'entreprises, après impôt	7 701	7 192	23 510	21 134
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés, après impôt	(2 790)	8 649	5 614	13 426
Perte (gain) de change, montant net, après impôt	230	(1 178)	2 430	575
Impôt sur les distributions multinationales	201	2 012	584	2 435
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	(434)	(9 727)	(483 568)	(14 664)
Bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies¹	56 411	48 578	142 810	142 697
Bénéfice ajusté par action lié aux activités poursuivies¹ – de base	0,61	0,49	1,51	1,41
Bénéfice ajusté par action lié aux activités poursuivies¹ – dilué	0,60	0,48	1,49	1,39

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, le bénéfice net de TransForce s'est établi à 51,5 M\$, comparativement à 41,6 M\$ au troisième trimestre de 2015. Cette hausse de 9,9 M\$, qui découle de la baisse de 19,6 M\$ des charges financières, a été annulée par la diminution de 9,3 M\$ du bénéfice net lié aux activités abandonnées. Le bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies¹ de la Société, mesure non conforme aux IFRS, qui ne tient pas compte des éléments présentés dans le tableau ci-dessus, s'est situé à 56,4 M\$ pour le troisième trimestre, par rapport à 48,6 M\$ au troisième trimestre de 2015, soit une progression de 16 %, ou 7,8 M\$. Le bénéfice ajusté par action dilué lié aux activités poursuivies a augmenté de 25 % et atteint 0,60 \$ en raison du bénéfice plus élevé et des rachats d'actions; le nombre moyen pondéré d'actions en circulation a diminué de 7,0 M, ou 7 %, sur douze mois.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net de TransForce a atteint 594,2 M\$, comparativement à 119,8 M\$ en 2015. Cette hausse considérable s'explique en grande partie par le profit de 490,8 M\$ après impôt sur la vente du groupe des matières résiduelles. Le bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies de la Société est demeuré pratiquement inchangé, à 142,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à 142,7 M\$ en 2015. Le bénéfice ajusté par action dilué lié aux activités poursuivies a augmenté de 7 % et s'est chiffré à 1,49 \$.

¹ Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS ».

RÉSULTATS SECTORIELS

Aux fins de la présente rubrique, les termes « bénéfice opérationnel » et « BAIIA » renvoient aux mêmes définitions qui font l'objet de la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS » pour les résultats consolidés. En outre, afin de faciliter la comparaison du niveau d'activité commerciale et des coûts opérationnels entre les périodes, la Société compare les revenus avant la surcharge de carburant (les « revenus ») et redistribue les revenus liés à la surcharge de carburant dans les charges liées aux matières et aux services qui sont incluses dans les charges opérationnelles. Veuillez prendre note que cette redistribution n'a aucune incidence sur le « total des revenus ».

Données financières sectorielles choisies liées aux activités poursuivies

(non audité) (en milliers de dollars)	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Logistique	Siège social	Éliminations	Total
T3 2016							
Revenus avant la surcharge de carburant	328 431	181 077	343 316	58 126	-	(13 502)	897 448
% du total des revenus ¹	35 %	21 %	38 %	6 %			100 %
BAIIA	42 043	22 447	52 354	7 605	(7 491)	-	116 958
Marge du BAIIA ²	12,8 %	12,4 %	15,2 %	13,1 %			13,0 %
Bénéfice opérationnel	33 577	15 314	24 876	6 688	(8 031)	-	72 424
Marge d'exploitation ²	10,2 %	8,5 %	7,2 %	11,5 %			8,1 %
Dépenses en immobilisations, montant net^{3 4}	1 217	1 242	8 053	(3 797)	246		6 961
T3 2015 (retraité)							
Revenus avant la surcharge de carburant	318 204	192 072	361 951	58 941	-	(17 926)	913 242
% du total des revenus ¹	33 %	22 %	39 %	6 %			100 %
BAIIA	31 064	20 060	63 960	6 792	(4 632)	-	117 244
Marge du BAIIA ²	9,8 %	10,4 %	17,7 %	11,5 %			12,8 %
Bénéfice opérationnel	22 386	12 186	37 302	5 970	(5 085)	-	72 759
Marge d'exploitation ²	7,0 %	6,3 %	10,3 %	10,1 %			8,0 %
Dépenses en immobilisations, montant net	5 874	3 282	20 426	245	643		30 470
Cumul annuel 2016							
Revenus avant la surcharge de carburant	971 146	537 543	1 031 274	171 035	-	(42 956)	2 668 042
% du total des revenus ¹	35 %	21 %	38 %	6 %			100 %
BAIIA	109 248	54 902	160 148	19 071	(22 395)	-	320 974
Marge du BAIIA ²	11,2 %	10,2 %	15,5 %	11,2 %			12,0 %
Bénéfice opérationnel	83 300	33 200	77 282	16 277	(23 945)	-	186 114
Marge d'exploitation ²	8,6 %	6,2 %	7,5 %	9,5 %			7,0 %
Total de l'actif	696 074	617 679	1 522 586	131 320	39 595		3 007 254
Dépenses en immobilisations, montant net⁴	9 083	4 711	27 331	(3 774)	440		37 791
Cumul annuel 2015 (retraité)							
Revenus avant la surcharge de carburant	909 679	573 499	1 070 533	190 039	-	(51 619)	2 692 131
% du total des revenus ¹	32 %	22 %	40 %	6 %			100 %
BAIIA	88 795	58 824	181 913	25 255	(13 904)	-	340 883
Marge du BAIIA ²	9,8 %	10,3 %	17,0 %	13,3 %			12,7 %
Bénéfice opérationnel	63 724	34 998	104 002	22 587	(15 334)	-	209 977
Marge d'exploitation ²	7,0 %	6,1 %	9,7 %	11,9 %			7,8 %
Total de l'actif	725 527	686 479	1 573 598	132 063	15 915		3 133 582
Dépenses en immobilisations, montant net⁵	11 872	8 515	44 488	(11 090)	2 517		56 302

Lorsque la Société change sa structure organisationnelle de telle manière que la composition de ses secteurs isolables s'en trouve modifiée, les informations correspondantes pour l'exercice comparatif sont retraitées afin de les rendre conformes à la nouvelle structure. La principale modification touchant la composition des secteurs isolables a été l'exclusion des activités abandonnées, soit la gestion des matières résiduelles et les services de déplacement d'appareils de forage. Jusqu'au deuxième trimestre de 2015, les services de déplacement d'appareils de forage étaient inclus dans Logistique et autres services. Les données comparatives ont été retraitées.

¹ Avant éliminations, sauf pour le total.

² En pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant.

³ Additions d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits tirés de la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente.

⁴ Le montant net des dépenses en immobilisations en cumul annuel pour 2016 inclut le produit de la vente de propriétés pour des contreparties de 2,0 M\$ dans le secteur du transport de lots brisés (1,7 M\$ au troisième trimestre), de 10,1 M\$ dans le secteur du transport de lots complets (0 \$ au troisième trimestre) et de 3,7 M\$ dans le secteur de la logistique (3,7 M\$ au troisième trimestre).

⁵ Le montant net des dépenses en immobilisations en cumul annuel pour 2015 (essentiellement au deuxième trimestre de 2015) inclut le produit de la vente de propriétés pour des contreparties de 7,7 M\$ dans le secteur du transport de lots brisés, de 19,0 M\$ dans le secteur du transport de lots complets et de 12,6 M\$ dans le secteur de la logistique.

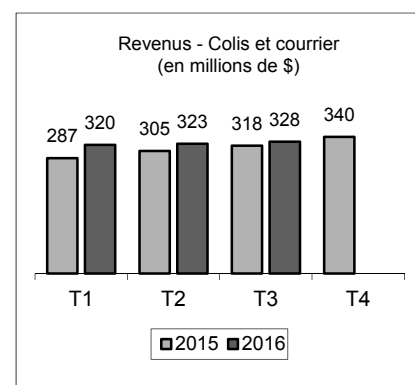
Livraison de colis et courrier

(non audité) - (en milliers de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre				Neuf mois clos les 30 septembre			
	2016	%	2015	%	2016	%	2015	%
Total des revenus	348 742		342 611		1 025 635		985 041	
Surcharge de carburant	(20 311)		(24 407)		(54 489)		(75 362)	
Revenus	328 431	100,0 %	318 204	100,0 %	971 146	100,0 %	909 679	100,0 %
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	191 439	58,3 %	189 702	59,6 %	575 733	59,3 %	534 540	58,8 %
Charges liées au personnel	68 634	20,9 %	70 122	22,0 %	203 753	21,0 %	205 943	22,6 %
Autres charges opérationnelles	26 236	8,0 %	27 345	8,6 %	82 320	8,5 %	80 370	8,8 %
Amortissement des immobilisations corporelles	4 562	1,4 %	4 800	1,5 %	14 124	1,5 %	14 281	1,6 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 904	1,2 %	3 878	1,2 %	11 824	1,2 %	10 790	1,2 %
Perte (profit) sur la vente d'immobilisations corporelles	79	0,0 %	(29)	0,0 %	92	0,0 %	31	0,0 %
Bénéfice opérationnel	33 577	10,2 %	22 386	7,0 %	83 300	8,6 %	63 724	7,0 %
BAIIA	42 043	12,8 %	31 064	9,8 %	109 248	11,2 %	88 795	9,8 %

Revenus

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les revenus se sont chiffrés à 328,4 M\$, en hausse de 10,2 M\$, ou 3 %, par rapport à 318,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle principalement d'une augmentation générale du volume des clients du commerce électronique. Les revenus liés au commerce électronique ont atteint 71,2 M\$, en hausse de 14,8 M\$, ou 26 %, comparativement à 56,4 M\$ pour la même période l'an dernier.

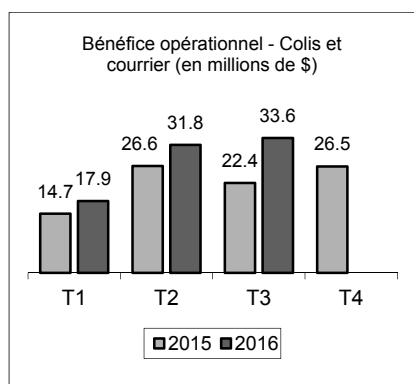
Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les revenus se sont chiffrés à 971,1 M\$, en hausse de 61,6 M\$, ou 7 %, comparativement à 909,7 M\$ pour la même période l'an dernier. Exception faite des acquisitions d'entreprises, les revenus de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 ont augmenté de 28,6 M\$, ou 3 %, par rapport au dernier exercice. Les revenus liés au commerce électronique se sont élevés à 218,8 M\$, en hausse de 63,9 M\$, ou 41 %, par rapport à 154,9 M\$ en 2015. Les revenus tirés du commerce électronique pour les douze derniers mois se sont établis à 287,0 M\$.



Charges opérationnelles

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les charges opérationnelles du secteur de la livraison de colis et courrier se sont situées à 294,9 M\$, en baisse de 0,9 M\$ par rapport à 295,8 M\$ en 2015. La baisse des charges opérationnelles résulte essentiellement des économies de coûts réalisées au chapitre du personnel grâce à la rationalisation des services de livraison le jour même aux États-Unis, des changements stratégiques en cours visant l'effectif et axés sur la création de synergies entre plusieurs divisions opérationnelles du secteur, ainsi que de la diminution des coûts de main-d'œuvre directe attribuable aux initiatives en cours en lien avec la productivité. Ces mesures ont également contribué à réduire les autres charges opérationnelles au troisième trimestre de 2016. Pour le trimestre à l'étude, les coûts liés au licenciement d'employés ont reculé de 1,5 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les charges opérationnelles du secteur de la livraison de colis et courrier ont atteint 887,8 M\$, en hausse de 41,8 M\$, ou 5 %, comparativement à 846,0 M\$ en 2015. Exception faite des acquisitions d'entreprises, les charges liées aux matières et aux services ont augmenté de 18,4 M\$, ou 3 %, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, ce qui s'explique principalement par l'incidence négative des taux de change sur la conversion des charges. Exprimées en pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant, les charges liées au personnel ont diminué de 160 points de base en lien avec les économies susmentionnées et la réduction de 1,4 M\$ des coûts liés au licenciement d'employés.



Bénéfice opérationnel

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, le bénéfice opérationnel du secteur de la livraison de colis et courrier de la Société a totalisé 33,6 M\$, une hausse considérable de 50 %, ou 11,2 M\$, par rapport à 22,4 M\$ au troisième trimestre de 2015. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du volume lié au commerce électronique, jumelée aux excellents gains réalisés au chapitre de l'efficacité des activités de ce secteur, lesquels résultent d'améliorations opérationnelles et d'initiatives de réduction des coûts. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, la marge d'exploitation du secteur de la livraison de colis et courrier a progressé de 320 points de base sur douze mois et atteint 10,2 %.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice opérationnel s'est élevé à 83,3 M\$, en hausse de 31 %, ou 19,6 M\$, comparativement à 63,7 M\$ pour la période correspondante de 2015. La marge d'exploitation liée aux activités existantes a progressé de 160 points de base sur douze mois.

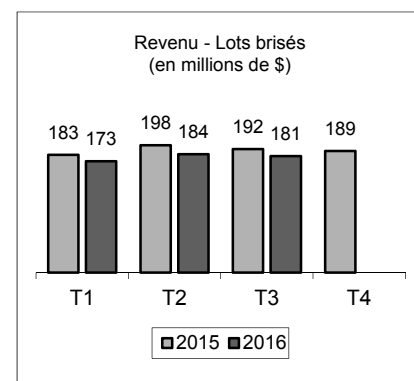
Transport de lots brisés

(non audité) - (en milliers de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre				Neuf mois clos les 30 septembre			
	2016	%	2015	%	2016	%	2015	%
Total des revenus	204 797		221 901		605 815		666 682	
Surcharge de carburant	(23 720)		(29 829)		(68 272)		(93 183)	
Revenus	181 077	100,0 %	192 072	100,0 %	537 543	100,0 %	573 499	100,0 %
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	95 118	52,5 %	99 562	51,8 %	281 954	52,5 %	298 831	52,1 %
Charges liées au personnel	51 433	28,4 %	57 225	29,8 %	159 299	29,6 %	176 261	30,7 %
Autres charges opérationnelles	13 724	7,6 %	15 362	8,0 %	43 659	8,1 %	45 996	8,0 %
Amortissement des immobilisations corporelles	5 015	2,8 %	5 699	3,0 %	15 319	2,8 %	17 278	3,0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 118	1,2 %	2 175	1,1 %	6 383	1,2 %	6 548	1,1 %
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	(1 645)	-0,9 %	(137)	-0,1 %	(2 271)	-0,4 %	(6 413)	-1,1 %
Bénéfice opérationnel	15 314	8,5 %	12 186	6,3 %	33 200	6,2 %	34 998	6,1 %
BAIIA	22 447	12,4 %	20 060	10,4 %	54 902	10,2 %	58 824	10,3 %

Revenus

Pour le troisième trimestre, les revenus du secteur du transport de lots brisés ont baissé de 6 %, ou 11,0 M\$, passant de 192,1 M\$ à 181,1 M\$. Cette baisse est causée à la fois par la conjoncture économique toujours défavorable dans l'Ouest canadien et par la décision de la direction de ne pas renouveler les contrats générant de faibles marges. Des efforts sont actuellement déployés pour s'assurer que TransForce continue de servir de façon rentable les clients de cette région et qu'elle demeure dans une excellente position en vue d'un éventuel retour à la normale des conditions du marché. Malgré la diminution du nombre d'expéditions dans toutes les entreprises du secteur du transport de lots brisés, les revenus moyens par expédition ont légèrement augmenté sur douze mois.

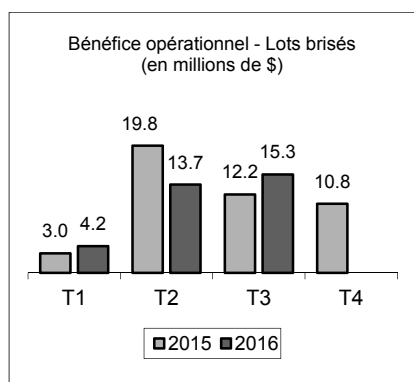
Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les revenus se sont établis à 537,5 M\$, en baisse de 6 %, ou 36,0 M\$, comparativement à 573,5 M\$. La baisse s'explique surtout par une baisse du volume, laquelle a été neutralisée par des fluctuations favorables des taux de change de 4,4 M\$.



Charges opérationnelles

Pour le troisième trimestre de 2016, les charges opérationnelles ont été de 165,8 M\$, en baisse de 8 %, ou 14,1 M\$, par rapport à 179,9 M\$ l'an dernier. Exception faite du profit sur la vente d'immobilisations corporelles, les charges opérationnelles ont décliné dans une proportion plus élevée que les revenus grâce aux gains réalisés au chapitre de l'efficacité opérationnelle. Par conséquent, le total des charges opérationnelles, exception faite du profit sur la vente d'immobilisations corporelles et exprimé en pourcentage des revenus, a été de 92,5 %, ce qui représente une amélioration de 120 points de base par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice. Les efficacités opérationnelles, comme la fiabilité du service ferroviaire, ont été améliorées, ce qui a contribué à réduire les frais de transport de longue distance et le nombre de véhicules dans la flotte, générant ainsi des économies de coûts en lien avec la location, l'entretien et l'amortissement de l'équipement. Pour ce qui est des charges liées au personnel, les divisions opérationnelles du transport de lots brisés ont profité des rationalisations effectuées précédemment pour les réduire, tant en dollars qu'en pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant. Le profit sur la vente d'immobilisations corporelles a augmenté de 1,5 M\$ en glissement annuel. Au cours du troisième trimestre de 2016, la vente d'une propriété a généré un profit de 1,5 M\$.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les charges opérationnelles se sont fixées à 504,3 M\$, en baisse de 6 %, ou 34,2 M\$, par rapport à 538,5 M\$ l'an passé, ce qui est essentiellement le fait des baisses de volume qui ont été annulées à leur tour par le profit sur la vente d'immobilisations corporelles.



Bénéfice opérationnel

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, le bénéfice opérationnel a atteint 15,3 M\$, en hausse de 3,1 M\$, comparativement à 12,2 M\$ au troisième trimestre de 2015. Des économies ont été réalisées au titre des coûts opérationnels, et un profit de 1,6 M\$ a été comptabilisé sur la vente d'immobilisations corporelles. Grâce à l'attention qu'elle accorde au contrôle des coûts et aux améliorations opérationnelles, la Société a pu faire face au recul de la demande, tout en conservant un bénéfice opérationnel positif. Bien que la dépréciation du dollar canadien soit de bon augure, la Société n'entrevoit aucune amélioration significative des prix ou des volumes à court terme. Exception faite du profit sur la vente d'immobilisations corporelles, la marge d'exploitation, exprimée en pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant, a progressé de 120 points de base, passant de 6,3 % au troisième trimestre de 2015, à 7,5 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, grâce aux gains réalisés au chapitre de l'efficacité opérationnelle.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice opérationnel s'est établi à 33,2 M\$, en baisse de 1,8 M\$ par rapport à 35,0 M\$ en 2015. Exception faite du profit sur la vente d'immobilisations corporelles, la marge d'exploitation, exprimée en pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant, a augmenté de 80 points de base, passant de 5,0 % à 5,8 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, principalement en lien avec les fluctuations favorables des taux de change.

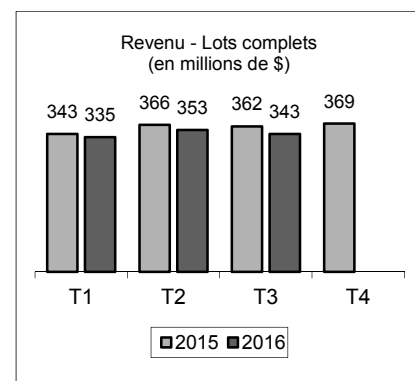
Transport de lots complets

(non audité) - (en milliers de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre				Neuf mois clos les 30 septembre			
	2016	%	2015	%	2016	%	2015	%
Total des revenus	376 167		402 888		1 124 678		1 208 890	
Surcharge de carburant	(32 851)		(40 937)		(93 404)		(138 357)	
Revenus	343 316	100,0 %	361 951	100,0 %	1 031 274	100,0 %	1 070 533	100,0 %
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	180 581	52,6 %	185 110	51,1 %	538 960	52,3 %	555 757	51,9 %
Charges liées au personnel	98 071	28,6 %	102 260	28,3 %	298 261	28,9 %	301 647	28,2 %
Autres charges opérationnelles	14 325	4,2 %	13 943	3,9 %	43 928	4,3 %	41 094	3,8 %
Amortissement des immobilisations corporelles	21 626	6,3 %	21 459	5,9 %	65 030	6,3 %	62 514	5,8 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 852	1,7 %	5 199	1,4 %	17 836	1,7 %	15 397	1,4 %
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	(2 015)	-0,6 %	(3 322)	-0,9 %	(10 023)	-1,0 %	(9 878)	-0,9 %
Bénéfice opérationnel	24 876	7,2 %	37 302	10,3 %	77 282	7,5 %	104 002	9,7 %
BAIIA	52 354	15,2 %	63 960	17,7 %	160 148	15,5 %	181 913	17,0 %

Revenus

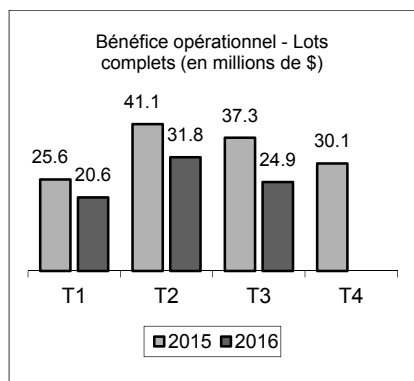
Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les revenus du secteur du transport de lots complets ont été de 343,3 M\$, en baisse de 18,7 M\$, ou 5 %, comparativement à 362,0 M\$ au troisième trimestre de 2015. La baisse s'explique en grande partie par les difficultés que connaissent les divisions fournissant des services spécialisés à l'industrie pétrolière et gazière et par les tensions qui s'exercent sur les volumes et les tarifs du fait de la conjoncture défavorable du marché du fret aux États-Unis. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les acquisitions mineures dans le secteur du transport spécialisé de lots complets ont contribué aux revenus à hauteur de 12,5 M\$. Dans le cadre de sa stratégie d'exploitation allégée en actifs, le secteur du transport de lots complets a maintenu la proportion de ses revenus qui sont tirés des services de courtage, et ceux-ci se sont ainsi chiffrés à 52,7 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, ce qui représente 14 % du total des revenus, un niveau similaire à celui de 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les revenus ont diminué de 39,3 M\$, ou 4 %, essentiellement en lien avec des baisses de volume, lesquelles ont été compensées par une contribution de 27,2 M\$ des acquisitions d'entreprises et par des fluctuations favorables des taux de change totalisant 17,9 M\$. Pour ce qui est des services de courtage, les revenus en cumul annuel ont été de 156,6 M\$, soit 14 % du total des revenus en 2016, comme en 2015. Les revenus tirés du commerce électronique dans le secteur du transport de lots complets ont compensé dans une certaine mesure le déclin général des revenus. Ces revenus ont augmenté de 16,4 M\$, ou 28 %, passant de 59,4 M\$ en 2015 à 75,8 M\$ pour l'exercice en cours.



Charges opérationnelles

Pour le troisième trimestre de 2016, les charges opérationnelles se sont établies à 318,4 M\$, en baisse de 6,2 M\$, ou 2 %, par rapport à 324,6 M\$ au troisième trimestre de 2015. En cumul annuel, les charges opérationnelles ont été de 954,0 M\$ en 2016, en baisse de 12,5 M\$, ou 1 %, comparativement à 966,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les charges liées aux matières et aux services ont reculé de 4,5 M\$, ou 2 %, et les charges liées au personnel ont diminué de 4,2 M\$, ou 4 %. Exception faite des acquisitions conclues en 2016, les charges liées aux matières et aux services ont diminué de 12,1 M\$, ou 7 %, et les charges liées au personnel ont reculé de 6,9 M\$, ou 7 %. Malgré les mesures de réduction des coûts, les charges exprimées en pourcentage des revenus ont augmenté en raison de la réduction des revenus et de la hausse en glissement annuel des dépenses liées aux accidents, soit 2,9 M\$ pour le trimestre. La Société demeure soucieuse des coûts, et sa priorité demeure d'améliorer l'efficacité et la rentabilité de sa flotte actuelle et de son réseau d'entrepreneurs indépendants. La Société continue de se départir de tout actif excédentaire, tout en générant des profits sur ces ventes. En cumul annuel, un profit de 10,0 M\$ a été réalisé sur la vente d'actifs, ce qui est similaire au profit de 9,9 M\$ enregistré pour la même période l'an dernier. La direction est convaincue que la réalisation des synergies découlant du plan de rationalisation lui permettra d'améliorer davantage les marges d'exploitation du secteur du transport de lots complets.



Bénéfice opérationnel

Le bénéfice opérationnel du secteur du transport de lots complets de la Société s'est fixé à 24,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, en baisse de 12,4 M\$, par rapport à 37,3 M\$ au troisième trimestre de 2015. Cela représente une marge d'exploitation de 7,2 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 10,3 % au troisième trimestre de 2015. En cumul annuel, le bénéfice opérationnel s'est chiffré à 77,3 M\$, en baisse de 26,7 M\$ par rapport à 104,0 M\$, ce qui a donné lieu à une marge d'exploitation de 7,5 %, comparativement à 9,7 % pour la période correspondant du dernier exercice. Le déclin de la marge d'exploitation est principalement attribuable aux divisions opérationnelles de transport de lots complets de TransForce aux États-Unis, dont les revenus par mille ont diminué, alors que leur total des coûts opérationnels par mille est resté relativement stable. Les conditions actuelles du marché aux États-Unis demeurent difficiles pour ce qui est des tarifs, tandis que les réductions de coûts au chapitre de l'équipement

tardent encore à se concrétiser. Au Canada, les divisions canadiennes des services spécialisés et classiques de transport de lots complets ont également connu des difficultés. Le secteur du transport de lots complets continuera de mettre l'accent sur les initiatives de réduction des coûts afin d'atténuer l'incidence des conditions défavorables du marché du fret et de maintenir ses marges.

Logistique

	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre				Neuf mois clos les 30 septembre			
	2016	%	2015	%	2016	%	2015	%
Total des revenus	59 256		60 198		174 302		194 105	
Surcharge de carburant	(1 130)		(1 257)		(3 267)		(4 066)	
Revenus	58 126	100,0 %	58 941	100,0 %	171 035	100,0 %	190 039	100,0 %
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	42 514	73,1 %	42 394	71,9 %	123 522	72,2 %	139 114	73,2 %
Charges liées au personnel	6 965	12,0 %	7 064	12,0 %	21 862	12,8 %	21 597	11,4 %
Autres charges opérationnelles	2 745	4,7 %	2 707	4,6 %	8 402	4,9 %	8 860	4,7 %
Amortissement des immobilisations corporelles	315	0,5 %	372	0,6 %	982	0,6 %	1 246	0,7 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	602	1,0 %	450	0,8 %	1 812	1,1 %	1 422	0,7 %
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	(1 703)	-2,9 %	(16)	0,0 %	(1 822)	-1,1 %	(4 787)	-2,5 %
Bénéfice opérationnel	6 688	11,5 %	5 970	10,1 %	16 277	9,5 %	22 587	11,9 %
BAIIA	7 605	13,1 %	6 792	11,5 %	19 071	11,2 %	25 255	13,3 %

Revenus

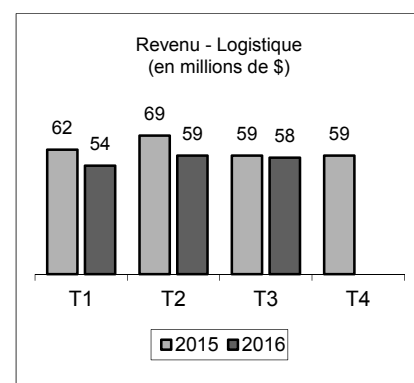
Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les revenus du secteur de la logistique ont baissé de 1 %, ou 0,8 M\$, sur douze mois, passant de 58,9 M\$ à 58,1 M\$. Exception faite des acquisitions d'entreprises, les revenus ont diminué de 9 %, ou 5,3 M\$, ce qui est attribuable à la réduction des volumes liés aux clients actuels.

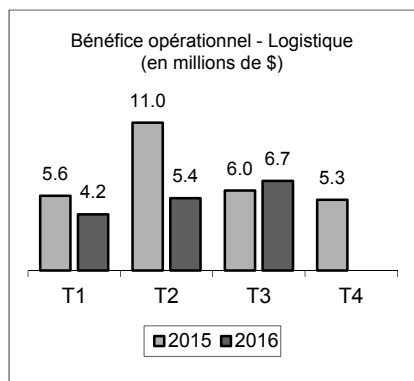
Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les revenus ont reculé de 10 %, ou 19,0 M\$, en glissement annuel, passant de 190,0 M\$ à 171,0 M\$. Exception faite des acquisitions d'entreprises, les revenus ont diminué de 16 %, ou 31,1 M\$, ce qui s'explique par la baisse des volumes et par les revenus non récurrents d'environ 13,0 M\$ comptabilisés en 2015.

Charges opérationnelles

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les charges opérationnelles ont diminué de 3 %, ou 1,6 M\$, par rapport au troisième trimestre de 2015, passant de 53,0 M\$ à 51,4 M\$. Cette diminution est surtout attribuable au profit réalisé sur la vente d'immobilisations corporelles au cours du trimestre à l'étude. Exception faite des acquisitions d'entreprises, les charges liées aux matières et aux services ont représenté 72,4 % des revenus avant la surcharge de carburant, une augmentation de 50 points de base par rapport à la même période l'an dernier, tandis que les autres charges opérationnelles sont demeurées stables en pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les charges opérationnelles ont baissé de 8 %, ou 12,7 M\$, par rapport à 2015, passant de 167,5 M\$ à 154,8 M\$. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution des revenus sur douze mois, laquelle a été neutralisée par la réduction du profit sur la vente d'immobilisations corporelles par rapport au dernier exercice.





Bénéfice opérationnel

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, le bénéfice opérationnel du secteur de la logistique de la Société a atteint 6,7 M\$, en hausse de 12 %, ou 0,7 M\$, par rapport à 6,0 M\$ au troisième trimestre de 2015. Cette hausse est principalement le fait du profit de 1,7 M\$ réalisé sur la vente d'immobilisations corporelles. Exception faite de ce profit, le bénéfice opérationnel a reculé de 1,0 M\$ en raison d'une baisse de volume des activités existantes, d'une perte de volume non récurrente et d'une diminution des marges liée à la conjoncture économique moins favorable. Exception faite du profit sur la vente d'immobilisations corporelles, la marge d'exploitation du secteur de la logistique s'est établie à 8,6 %, en baisse par rapport à 10,1 % pour la même période en 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice opérationnel a diminué de 28 %, ou 6,3 M\$, par rapport à 2015, passant de 22,6 M\$ à 16,3 M\$. Cette diminution est principalement liée à la

baisse du volume et au profit moins élevé sur la vente d'immobilisations corporelles.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Entrées et sorties de fonds

(non audité) (en milliers de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Entrées de fonds :				
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	88 302	86 905	228 093	222 058
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	12 902	11 793	41 752	51 830
Produits de la vente d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	20 553
Augmentation de la dette bancaire	-	-	-	15 950
Produits nets tirés de la dette à long terme	-	7 777	-	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités abandonnées	7 686	25 999	765 705	53 152
Autres	-	3 872	-	1 113
Total des entrées de fonds	108 890	136 346	1 035 550	364 656
Sorties de fonds :				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	19 863	42 263	79 426	128 685
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	-	10 747	22 968	37 143
Diminution de la dette bancaire	17 467	4 278	10 857	-
Remboursement de la dette à long terme, montant net	7 985	-	718 088	32 854
Dividendes versés	15 800	17 084	48 543	51 892
Rachat d'actions propres	41 752	61 974	150 108	114 082
Autres	6 023	-	5 560	-
Total des sorties de fonds	108 890	136 346	1 035 550	364 656

Flux de trésorerie liés aux activités poursuivies

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies ont atteint 228,1 M\$, en hausse de 3 %, par rapport à 222,1 M\$ en 2015. La hausse de 6,0 M\$ est surtout attribuable à des fluctuations sur douze mois au chapitre de la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement opérationnel, des intérêts versés et de l'impôt sur le résultat payé.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies**Immobilisations corporelles**

Le tableau suivant présente, par catégorie, les additions d'immobilisations corporelles de la Société au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015.

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Additions d'immobilisations corporelles :				
Acquisitions – comme il est indiqué dans les états des flux de trésorerie	19 863	42 263	79 426	128 685
Additions sans incidence sur la trésorerie	-	-	117	-
	19 863	42 263	79 543	128 685
Additions par catégorie :				
Terrains et bâtiments	4 777	2 848	7 426	6 215
Matériel roulant	13 866	34 215	65 675	112 306
Équipement	1 220	5 200	6 442	10 164
	19 863	42 263	79 543	128 685

La Société investit dans du nouvel équipement afin de maintenir la qualité de ses services, tout en gardant ses coûts d'entretien à de faibles niveaux. Les dépenses en immobilisations de la Société correspondent au niveau de réinvestissement requis pour garder l'équipement en bon état et maintenir une affectation adéquate des ressources en capital. Conformément à son modèle allégé en actifs, l'utilisation accrue de l'équipement détenu par des entrepreneurs indépendants pour remplacer l'équipement appartenant à la Société est avantageuse pour celle-ci, car cette mesure permet de réduire le capital dont elle a besoin pour servir ses clients. La Société a l'intention de poursuivre cette stratégie de conversion.

La diminution des additions de matériel roulant en 2016 par rapport à 2015 est attribuable à deux facteurs principalement. En 2015, le programme d'acquisition de la division de transport de lots complets de la Société aux États-Unis a été plus important que la normale pendant la seconde moitié de l'exercice. Le deuxième facteur est lié au fait que le nombre d'additions a été limité en 2016 pour tenir compte du déclin de la demande.

Le tableau suivant indique, par catégorie, les produits, de même que les profits et les pertes, en lien avec la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente en lien avec les activités poursuivies au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015.

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits par catégorie :				
Terrains et bâtiments	5 409	24	15 828	39 357
Matériel roulant	7 415	11 769	25 794	32 605
Équipement	78	-	130	421
	12 902	11 793	41 752	72 383
Profits (pertes) par catégorie :				
Terrains et bâtiments	3 167	(222)	6 566	11 969
Matériel roulant	2 170	3 727	7 513	9 083
Équipement	(55)	(1)	(91)	(5)
	5 282	3 504	13 988	21 047

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la Société a vendu des propriétés pour une contrepartie totale de 15,8 M\$ (39,4 M\$ en 2015), ce qui a généré un profit de 6,6 M\$ (12,0 M\$ en 2015).

Acquisitions d'entreprises

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les acquisitions d'entreprises ont utilisé des flux de trésorerie totalisant 23,0 M\$ (37,1 M\$ en 2015). En 2016, la Société a acquis quatre entreprises dans le secteur opérationnel des services spécialisés de transport de lots complets, lesquelles ne sont pas considérées comme importantes. Compte tenu des données historiques, on s'attend à ce que ces activités génèrent des revenus annuels de 49,0 M\$.

Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les activités abandonnées ont généré des flux de trésorerie de 765,7 M\$ en lien avec leurs activités opérationnelles et d'investissement. Au cours du premier trimestre de 2016, TransForce a reçu pour la vente de son secteur de la gestion des matières résiduelles 758,9 M\$ de GFL, après les ajustements de clôture habituels, et un billet à ordre d'un montant de 25 M\$, payable dans quatre ans et portant intérêt au taux de 3 % par année. En 2015, les activités abandonnées avaient généré des flux de trésorerie de 53,2 M\$.

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies

(non audité) (en milliers de dollars, sauf les données par action)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	88 302	86 905	228 093	222 058
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(19 863)	(42 263)	(79 543)	(128 685)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	12 902	11 793	41 752	51 830
Produits de la vente d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	20 553
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies¹	81 341	56 435	190 302	165 756
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies par action¹	0,88	0,57	2,01	1,64

Les objectifs de la Société en matière de gestion des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles consistent à veiller à engager un niveau de dépenses d'investissement adéquat pour assurer la stabilité et la compétitivité de ses activités, à faire en sorte de disposer de suffisamment de liquidités pour exécuter sa stratégie de croissance et à procéder à des acquisitions d'entreprises choisies dans le cadre d'une structure du capital saine et d'une situation financière solide.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, TransForce a généré des flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies de 190,3 M\$, par rapport à 165,8 M\$ en 2015, ce qui représente une hausse de 24,5 M\$ sur douze mois. Cette hausse découle de la diminution des acquisitions d'immobilisations, laquelle a été en partie neutralisée par la réduction des produits de la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente par rapport à 2015. Par action, les flux de trésorerie disponibles pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 ont totalisé 2,01 \$, comparativement à 1,64 \$ en 2015, une progression de 23 %.

Selon le cours de clôture des actions au 30 septembre 2016, soit 27,17 \$, le rendement des flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies générés par la Société au cours des douze derniers mois a été de 12,2 %.

Situation financière

(non audité) (en milliers de dollars)	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Total des actifs	3 011 684	3 377 870	3 438 589
Dette à long terme	853 863	1 615 100	1 617 742
Capitaux propres	1 420 816	1 027 372	1 029 413
Ratio dette/capitaux propres ²	0,60	1,57	1,57
Ratio dette/capital ³	0,38	0,61	0,61

Comparativement au 31 décembre 2015, les variations du total des actifs, de la dette à long terme et des capitaux propres de la Société découlent principalement de la vente du groupe des matières résiduelles et, dans une moindre mesure, des fluctuations des taux de change. Le total des actifs a diminué de 366,2 M\$ en raison de la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles, pour 219,4 M\$⁴. Une tranche d'environ 50,0 M\$ de cette baisse est attribuable aux variations des taux de change par rapport au 31 décembre 2015; un montant de 26,4 M\$ découle de la réduction de l'impôt sur le résultat à recouvrer et des instruments financiers dérivés, et un montant de 23,6 M\$ est lié à la cession d'actifs détenus en vue de la vente. La dette à long terme a reculé de 761,2 M\$ comparativement à l'an dernier, principalement en lien avec le produit de la vente du groupe des matières résiduelles. L'augmentation des capitaux propres est surtout attribuable au profit après impôt de 490,8 M\$ sur la vente du groupe des matières résiduelles. Par conséquent, le ratio dette/capitaux propres et le ratio dette/capital se sont considérablement améliorés par rapport aux 31 décembre 2015 et 2014. La situation financière actuelle de la Société reflète un niveau d'endettement approprié pour permettre la poursuite de l'exécution de sa stratégie d'acquisition. Grâce à une gestion rigoureuse des flux de trésorerie et aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles, la Société a pu continuer de chercher à réduire sa dette lorsque la situation l'exigeait.

Au 30 septembre 2016, le fonds de roulement de la Société (les actifs courants moins les passifs courants) se chiffrait à 4,8 M\$. À cette date, les actifs détenus en vue de la vente comprenaient les immobilisations corporelles servant au déplacement d'appareils de forage d'une valeur comptable de 4,1 M\$, qui devraient être vendues d'ici un an, tandis que la majeure partie de l'impôt à payer de 49,4 M\$ sera versée en janvier 2017.

¹ Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS ».

² Dette à long terme divisée par les capitaux propres.

³ Dette à long terme divisée par le total des capitaux propres et de la dette à long terme.

⁴ Au 31 décembre 2015, les actifs nets du secteur de la gestion des matières résiduelles ont été présentés sur une base nette sous « Groupe destiné à être cédé » dans les états de la situation financière.

Obligations contractuelles

Le tableau suivant indique les obligations contractuelles de la Société et leurs dates d'échéance respectives au 30 septembre 2016, sans tenir compte des paiements d'intérêts futurs.

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Total	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Facilité renouvelable non garantie – Juin 2020	532 718	-	-	532 718	-
Débitures non garanties – Décembre 2020	125 000	-	-	125 000	-
Emprunt à terme – Août 2019	75 000	-	75 000	-	-
Obligations en vertu de contrats de location-financement	25 791	11 071	13 028	1 692	-
Contrats de vente conditionnelle et autres dettes à long terme	99 708	33 650	61 249	4 809	-
Contrats de location simple (voir « Engagements »)	449 641	118 690	154 220	75 204	101 527
Total des obligations contractuelles	1 307 858	163 411	303 497	739 423	101 527

Au 30 septembre 2016, la Société avait des lettres de crédit en cours d'un montant de 41,2 M\$ (32,6 M\$ au 31 décembre 2015).

Les emprunts à terme, d'une valeur comptable de 559,1 M\$ au 31 décembre 2015, ont été entièrement remboursés en février 2016 avec le produit de la vente du groupe des matières résiduelles.

Le 22 juin 2016, TransForce a conclu une entente en vue d'amender sa facilité de crédit existante et de la prolonger jusqu'en juin 2020. La facilité est non garantie et peut être prorogée annuellement. Le montant total disponible a été augmenté de 155 M\$, passant ainsi à 1,2 G\$, et l'entente prévoit des conditions et des engagements similaires.

Le 18 août 2016, la Société a conclu une nouvelle convention de prêt d'un montant de 75 M\$. Ce prêt prend la forme d'un emprunt à terme portant intérêt au taux de 3,95 % et arrivant à échéance en août 2019. Cet emprunt à terme peut être remboursé, sans pénalité, après le 18 août 2018, sous réserve de l'approbation du syndicat de prêteurs bancaires de la Société.

Le tableau suivant indique les engagements financiers que la Société doit maintenir en vertu de sa facilité de crédit. Ces engagements sont mesurés sur une base consolidée pour les douze derniers mois.

<i>Engagements</i>	<i>Exigences</i>	<i>Au 30 septembre 2016</i>
Ratio dette consolidée/BAIIA [ratio entre la dette totale, plus les lettres de crédit et certains autres passifs à long terme, et le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissement (« BAIIA »), en incluant le BAIIA ajusté lié aux acquisitions d'entreprises pour les douze derniers mois]	< 3,50	2,12
Ratio BAIIAL/intérêts et loyers [ratio entre le BAIIAL (BAIIA avant les loyers et incluant le BAIIAL ajusté lié aux acquisitions d'entreprises pour les douze derniers mois) et les intérêts et les charges locatives nettes]	> 1,75	3,05

La Société croit qu'elle respectera ces engagements au cours des douze prochains mois.

Engagements, éventualités et ententes hors bilan

Le tableau suivant indique les engagements de la Société avec leurs échéances respectives au 30 septembre 2016.

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Total	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats de location simple – matériel roulant	105 187	46 304	50 658	8 075	150
Contrats de location simple – biens immobiliers et autres	344 454	72 386	103 562	67 129	101 377
Total des obligations hors bilan	449 641	118 690	154 220	75 204	101 527

Les contrats de location simple à long terme au titre des biens immobiliers, qui totalisent 344,5 M\$, incluent six engagements importants au titre de biens immobiliers, pour une valeur totale de 151,1 M\$, venant à expiration entre 2024 et 2035. Les autres contrats de location simple au titre des biens immobiliers sont liés à un total de 304 propriétés.

Données relatives aux dividendes et aux actions en circulation

Dividendes

La Société a déclaré des dividendes de 15,5 M\$, ou 0,17 \$ par action ordinaire en circulation, pour le troisième trimestre de 2016. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les dividendes déclarés se sont chiffrés à 47,5 M\$, ou 0,51 \$ par action ordinaire en circulation.

Le Conseil d'administration a approuvé une hausse du dividende de 12 % par rapport au dividende trimestriel précédent de 0,17 \$ par action. Cette augmentation reflète la politique de TransForce en matière de dividende et illustre la capacité de la société de générer de solides flux de trésorerie disponibles. Le nouveau dividende trimestriel de 0,19 \$ par action entrera en vigueur lors du prochain versement régulier.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant les actions ordinaires

En vertu du renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a débuté le 30 septembre 2016 et qui expirera le 29 septembre 2017, la Société est autorisée à racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires, sous réserve de certaines conditions. Le conseil de TransForce croit que les rachats effectués en temps opportun dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités représentent une utilisation pertinente des ressources financières de TransForce, car une telle mesure peut protéger et accroître la valeur pour les actionnaires, lorsque certaines occasions se présentent ou en cas de volatilité.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la Société a racheté 3 702 200 actions ordinaires (4 524 300 en 2015) à un prix variant de 22,00 \$ à 27,30 \$ (de 21,93 \$ à 27,92 \$ en 2015), ce qui représente un prix d'achat total de 90,7 M\$ (114,1 M\$ en 2015).

Importante offre de rachat visant les actions ordinaires

Le 11 février 2016, la Société a annoncé une importante offre de rachat visant le rachat, aux fins d'annulation, d'au plus 10 millions d'actions ordinaires, pour un prix de rachat total d'au plus 220 M\$ (l'« offre »).

L'offre a été menée selon une procédure « d'adjudication à la hollandaise modifiée », aux termes de laquelle les actionnaires pouvaient déposer la totalité ou une partie de leurs actions à un prix d'au moins 19,00 \$ et d'au plus 22,00 \$ l'action, en multiples de 0,10 \$ l'action, ou sans préciser de prix de rachat, auquel cas leurs actions seraient rachetées au prix de rachat établi conformément à l'offre.

L'offre a expiré le 28 mars 2016. Au cours du premier trimestre, TransForce a racheté et annulé 2 699 924 actions ordinaires à un prix de 22,00 \$ l'action, pour un prix d'achat total de 59,4 M\$, en vertu de cette importante offre de rachat.

Actions, options d'achat d'actions en circulation et unités d'actions restreintes

Un total de 91 313 449 actions ordinaires étaient en circulation au 30 septembre 2016 (97 632 502 en décembre 2015). Il n'y a eu aucun changement significatif au capital social en circulation de la Société entre le 30 septembre 2016 et le 20 octobre 2016.

Au 30 septembre 2016, le nombre d'options d'achat d'actions ordinaires en circulation émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 5 821 437 (4 933 922 en décembre 2015), dont 4 066 104 (3 450 848 en décembre 2015) pouvaient être exercées. Le 21 juillet 2016, le conseil d'administration a approuvé l'octroi de 1 038 657 options d'achat d'actions en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société. Chaque option d'achat d'actions donne droit à son titulaire d'acheter une action ordinaire de la Société à un prix d'exercice fondé sur le cours de clôture moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'effet de l'octroi.

Au 30 septembre 2016, le nombre d'unités d'actions restreintes (« UAR ») octroyées en vertu du régime d'intéressement fondé sur des titres de capitaux propres à l'intention des hauts dirigeants de la Société était de 360 746 (224 033 en décembre 2015). Le 21 juillet 2016, le conseil d'administration a approuvé l'octroi de 142 799 UAR en vertu du régime d'intéressement fondé sur des titres de capitaux propres de la Société. Les droits relatifs aux UAR seront acquis après 2,5 années de service consécutives à partir de la date de l'octroi. Sous réserve de la période de service exigée, le régime prévoit le règlement de l'octroi par l'émission d'actions ordinaires.

Litiges en cours

La Société est impliquée dans des litiges survenus dans le cours normal de ses activités et qui concernent surtout des réclamations pour préjudice corporel et dommages matériels. Il est impossible de prédire ou de déterminer l'issue des procédures liées à ces litiges ou de toute procédure similaire. La Société est toutefois d'avis que tout recouvrement ou toute responsabilité ultime, s'il en est, découlant de ces procédures, tant individuellement que collectivement, ne saurait avoir d'incidence défavorable importante sur sa situation financière ou sa performance financière et, le cas échéant, le montant pertinent a été inscrit dans les états financiers.

PERSPECTIVES

Au Canada, principal marché de la Société, les prix du pétrole peu élevés continuent d'avoir une incidence négative sur l'économie alors que les effets d'une monnaie faible tardent encore à relancer le secteur manufacturier de façon significative. Cette faiblesse persistante limite la croissance interne sur les principaux marchés au sein desquels TransForce exerce ses activités. Aux États-Unis, les dépenses de consommation sont vigoureuses, ce qui est un élément favorable pour le secteur de la livraison de colis et courrier, mais la faiblesse du secteur manufacturier devrait continuer d'influer sur les activités de transport de lots complets. Puisque cet environnement relativement difficile limite la croissance interne à court terme, la croissance des revenus et du bénéfice opérationnel continue de dépendre de ces facteurs clés : une amélioration accrue de l'efficacité, la rationalisation des actifs, un contrôle serré des coûts, ainsi que l'exécution d'une stratégie d'acquisition rigoureuse dans le marché fragmenté des services de transport et de la logistique en Amérique du Nord.

Dans les secteurs de la livraison de colis et courrier et du transport de lots brisés, les priorités de TransForce demeurent la consolidation de ses plateformes d'exploitation, d'administration et de TI où il est possible de réaliser des économies et des gains d'efficacité supplémentaires. Dans le secteur de la livraison de colis et courrier, TransForce continuera d'agir dans une optique prévoyante en mettant en œuvre des mesures qui visent à optimiser davantage

l'utilisation des actifs, ce qui consistera notamment à mener à bien l'optimisation des services de livraison le jour même aux États-Unis. Bien que la Société estime que la conjoncture économique demeurera exigeante en général, ces initiatives permettront à TransForce d'être dans une position favorable pour accaparer une part croissante des activités de livraison en lien avec le commerce électronique, lesquelles sont en plein essor.

Dans le secteur du transport de lots brisés, la baisse de la valeur du dollar canadien offre des possibilités aux fabricants axés sur les exportations, mais la Société doit continuer de faire preuve de discipline en ajustant l'offre à la demande, car les problèmes de surcapacité touchent toujours l'industrie. À cette fin, la Société continuera de mettre l'accent sur les grandes villes et les régions à forte densité dans le but de rehausser la valeur. Finalement, TransForce s'emploiera à tirer davantage parti du renforcement de sa densité et de ses capacités dans les activités de transport intermodal qui, étant allégées en actifs par nature, génèrent des rendements plus élevés.

Dans le secteur du transport de lots complets, TransForce continuera de mettre l'accent sur sa stratégie allégée en actifs et cherchera à tirer des revenus supplémentaires des services de courtage, lesquels génèrent un rendement plus élevé sur le capital investi. Compte tenu du contexte commercial peu porteur sur le marché du transport de fret aux États-Unis, TransForce demeurera rigoureuse dans sa gestion de l'offre, tout en maintenant ses efforts visant à optimiser l'utilisation des actifs existants. La Société continuera également de déployer, dans l'ensemble de son réseau, des outils analytiques à la fine pointe de la technologie pour permettre à son personnel de prendre des décisions d'affaires pertinentes et de maximiser les rendements. Puisque le marché du transport de lots complets est fragmenté, TransForce vise aussi à accroître davantage sa taille et sa densité à l'échelle nord-américaine en poursuivant l'exécution de sa stratégie d'acquisitions d'entreprises ciblées.

Enfin, la Société croit qu'elle peut accroître davantage sa présence dans le secteur de la logistique, puisque ces activités ne reposant pas sur l'actif représentent un complément stratégique aux services de transport classiques. Les activités de logistique demandent moins de réinvestissement, générant ainsi de solides flux de trésorerie disponibles.

À mesure que la Société poursuit sa transition graduelle vers un modèle d'entreprise allégé en actifs, les capitaux seront de plus en plus affectés à des initiatives qui permettent d'accroître le rendement du capital investi et de générer des flux de trésorerie élevés. TransForce cherche ainsi à se distinguer de plus en plus par les solutions à valeur ajoutée novatrices qu'elle fournit à sa clientèle nord-américaine en pleine croissance. À court terme, TransForce utilisera ses flux de trésorerie en priorité pour racheter des actions et rembourser la dette.

TransForce est bien placée pour profiter grandement d'une reprise plus vigoureuse de l'économie, et la direction est convaincue que les mesures qu'elle a prises et planifiées lui permettront de continuer à accroître la valeur pour les actionnaires. La Société vise à respecter cet engagement en restant fidèle à ses principes opérationnels et en exécutant sa stratégie avec la même discipline et la même rigueur qui ont fait de TransForce un chef de file nord-américain du secteur du transport et de la logistique.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

<i>(non audité) - (en millions de dollars, sauf les données par action)</i>								
	T3 16	T2 16	T1 16	T4 15	T3 15	T2 15	T1 15	T4 14
Total des revenus	975,5	977,8	934,2	1 026,8	1 009,7	1 029,9	963,6	986,2
BAIIA ¹	117,0	118,1	85,9	111,8	117,2	136,6	87,0	105,0
Bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies ¹	56,4	54,9	31,5	42,9	48,6	66,6	27,5	43,3
BPA ajusté lié aux activités poursuivies - dilué ¹	0,60	0,58	0,32	0,43	0,48	0,65	0,26	0,41
Bénéfice net	51,5	39,1	503,6	43,6	41,6	64,1	14,0	43,2
BPA - de base	0,56	0,42	5,16	0,45	0,42	0,63	0,14	0,42
BPA - dilué	0,55	0,41	5,09	0,44	0,41	0,62	0,13	0,41
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	51,1	44,3	15,3	40,6	31,9	60,2	13,0	32,4
BPA lié aux activités poursuivies - de base	0,55	0,47	0,16	0,42	0,32	0,59	0,13	0,32
BPA lié aux activités poursuivies - dilué	0,54	0,47	0,15	0,41	0,32	0,58	0,12	0,31

Les différences entre les trimestres sont principalement attribuables aux acquisitions d'entreprises. Pour le premier trimestre de 2016, les hausses du bénéfice net et du BPA de base et dilué sont principalement attribuables au profit après impôt de 490,8 M\$ sur la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles.

¹ Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS ».

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Les données financières ont été établies conformément aux IFRS. Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux IFRS offrent, lorsqu'elles sont présentées en parallèle à des mesures financières comparables établies conformément aux IFRS, des renseignements utiles aux investisseurs et aux autres lecteurs puisqu'elles permettent d'évaluer de manière adéquate la performance opérationnelle de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateur de la performance de ses activités. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de la performance financière conformes aux IFRS. Elles ne peuvent pas les remplacer ni être considérées comme supérieures.

Bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies : Bénéfice net, exclusion faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec les acquisitions d'entreprises, des variations nettes de la juste valeur des instruments dérivés, du montant net du gain ou de la perte de change, du bénéfice net ou de la perte nette en lien avec les activités abandonnées, et des éléments ne s'inscrivant pas dans le cours normal des activités de la Société, après impôt. La Société présente un bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies et un bénéfice par action ajusté lié aux activités poursuivies pour donner une meilleure indication du bénéfice net et du bénéfice par action qui auraient été enregistrés dans le contexte des regroupements d'entreprises importants, sans tenir compte de l'incidence de facteurs particuliers et pour montrer le résultat d'un point de vue strictement opérationnel. L'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec les acquisitions d'entreprises comprend la charge d'amortissement au titre des relations clients, des marques de commerce, des clauses de non-concurrence et des permis qui est comptabilisée dans le cadre des regroupements d'entreprises, ainsi que l'incidence fiscale de cet amortissement. La direction est également d'avis qu'en excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec les acquisitions d'entreprises, elle fournit de plus amples renseignements sur l'amortissement de la portion, après impôt, des immobilisations incorporelles qui n'auront pas besoin d'être remplacées pour maintenir la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie futurs similaires. Voir le rapprochement à la page 7.

Bénéfice par action ajusté lié aux activités poursuivies : Bénéfice net ajusté lié aux activités poursuivies, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

BAIIA : Bénéfice net lié aux activités poursuivies avant produits financiers et charges financières, charge d'impôt sur le résultat et amortissement. La direction estime que le BAIIA est une mesure supplémentaire utile. Le BAIIA est présenté afin d'aider à déterminer la capacité de la Société à dégager des flux de trésorerie de son exploitation.

Bénéfice opérationnel : Bénéfice net lié aux activités poursuivies avant produits financiers et charges financières et charge d'impôt sur le résultat, comme il est indiqué dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités.

La **marge d'exploitation** et la **marge du BAIIA** sont calculées en tant que pourcentage des revenus avant la surcharge de carburant.

BAIIA (non audité) (en milliers de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	51 069	31 903	110 672	105 127
Charges financières, montant net	6 681	26 317	43 616	66 767
Charge d'impôt sur le résultat	14 674	14 539	31 826	38 083
Bénéfice opérationnel	72 424	72 759	186 114	209 977
Amortissement des immobilisations corporelles	31 862	32 607	96 446	96 242
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 672	11 878	38 414	34 664
BAIIA	116 958	117 244	320 974	340 883

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies : Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies, moins les additions d'immobilisations corporelles, plus les produits tirés de la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente. La direction estime que cette mesure fournit un point de comparaison pour évaluer la performance de la Société quant à sa capacité de satisfaire aux exigences en matière de capital.

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies par action : Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies, divisés par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Charges opérationnelles : Charges opérationnelles, telles qu'elles sont définies dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités.

Ratio d'exploitation : Charges opérationnelles, déduction faite des revenus liés à la surcharge de carburant, divisées par les revenus avant la surcharge de carburant. Bien que le ratio d'exploitation ne soit pas une mesure financière définie par les IFRS, il constitue une mesure largement répandue dans l'industrie du transport, et la Société le considère comme un indicateur valable à des fins de comparaison pour évaluer sa performance. En outre, afin de faciliter la comparaison du niveau d'activité commerciale et des coûts opérationnels entre les périodes, la Société compare les revenus avant la surcharge de carburant (les « revenus ») et redistribue les revenus liés à la surcharge de carburant dans les charges liées aux matières et aux services qui sont incluses dans les charges opérationnelles.

Ratio d'exploitation (non audité) (en milliers de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
	Charges opérationnelles (déduction faite des revenus liés à la surcharge de carburant)	825 024	840 483	2 481 928
Revenus avant la surcharge de carburant	897 448	913 242	2 668 042	2 692 131
Ratio d'exploitation	91,9 %	92,0 %	93,0 %	92,2 %

RISQUES ET INCERTITUDES

La rubrique suivante présente les principaux facteurs de risque auxquels la Société est exposée; le rapport de gestion daté du 31 décembre 2015 fournit des renseignements plus détaillés sur ces facteurs de risque :

- Concurrence
- Réglementation
- Environnement d'exploitation
- Conjoncture économique générale
- Fluctuations des taux d'intérêt
- Fluctuations des taux de change
- Prix du carburant
- Assurance
- Conventions collectives
- Risques liés aux acquisitions et à leur intégration
- Questions environnementales
- Contamination de l'environnement
- Personnel clé
- Défaut de remboursement
- Facilités de crédit
- Risques de crédit
- Disponibilité de capitaux

Hormis les risques qui sont expressément indiqués comme étant liés au secteur de la gestion des matières résiduelles, qui a été cédé le 1^{er} février 2016, il n'y a aucun changement en lien avec les facteurs de risque susmentionnés.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS CRITIQUES

Afin de dresser les états financiers selon les IFRS, la direction doit faire preuve de jugement, effectuer des estimations et formuler des hypothèses au sujet d'événements futurs. Ces estimations et les hypothèses sur lesquelles elles se fondent influent sur les montants déclarés au titre de l'actif et du passif, sur les renseignements communiqués à l'égard des éléments d'actif et de passif éventuels, ainsi que sur les montants indiqués des revenus et des charges. Les

estimations portent notamment sur l'évaluation des créances clients, du goodwill, des immobilisations incorporelles, des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises, des autres actifs à long terme, de l'impôt sur le résultat, des obligations liées à la remise en état des sites, ainsi que des obligations au titre des régimes de retraite. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur les meilleures estimations de la direction et font appel à ses jugements.

La direction évalue régulièrement ses estimations et hypothèses en s'appuyant sur les antécédents et d'autres facteurs, notamment la conjoncture économique actuelle, qu'elle juge raisonnables dans les circonstances. La direction modifie ces estimations et hypothèses lorsque les faits et les circonstances l'imposent. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les modifications apportées à ces estimations et hypothèses sont constatées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées.

MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES

Conventions adoptées au cours de la période considérée

Les nouvelles normes, modifications de normes et interprétations suivantes sont en vigueur pour la première fois pour les périodes intermédiaires ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016 et ont été appliquées au moment de la préparation des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités :

Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2012-2014)

Initiative concernant les informations à fournir :

Modifications d'IAS 1

Ces nouvelles normes n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités de la Société.

Conventions qui seront adoptées au cours de périodes futures

Les nouvelles normes et les modifications de normes suivantes ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et n'ont pas été appliquées au moment de la préparation des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités :

IFRS 9, *Instruments financiers*

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

IFRS 16, *Contrats de location*

Initiative concernant les informations à fournir :
Modifications d'IAS 7

Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes : Modifications d'IAS 12

Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions : Modifications d'IFRS 2

La note 3 des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités du 30 septembre 2016 fournit de plus amples renseignements.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, les contrôles et procédures de communication de l'information dans le but de donner l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société est communiquée au chef de la direction et au chef de la direction financière par d'autres intervenants, particulièrement pendant la période de préparation des rapports intermédiaires et annuels;
- l'information que la Société est tenue de présenter dans ses rapports annuels et intermédiaires et dans les divers rapports qu'elle dépose

ou soumet en vertu des lois sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par ces lois sur les valeurs mobilières.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin de donner l'assurance raisonnable que cette information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication, selon les IFRS.

Le cadre de contrôle utilisé dans la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière est fondé sur les critères énoncés par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (cadre de 2013).

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.



ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

Pour le troisième trimestre clos le
30 septembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE	1
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU RÉSULTAT	2
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU RÉSULTAT GLOBAL	3
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	4
ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE	5
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS	6

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs			
Clients et autres débiteurs		482 446	507 872
Fournitures en stock		6 049	7 073
Impôt sur le revenu à recouvrer		-	14 976
Charges payées d'avance		29 493	29 961
Instruments financiers dérivés	17	-	11 375
Actifs détenus en vue de la vente	6	4 097	27 746
Groupe destiné à être cédé	6	-	219 403
Actifs courants		522 085	818 406
Immobilisations corporelles	7	943 272	981 861
Immobilisations incorporelles	8	1 505 355	1 562 500
Autres actifs	9	31 985	8 143
Actifs d'impôt différé		8 987	6 960
Actifs non courants		2 489 599	2 559 464
Total des actifs		3 011 684	3 377 870
Passifs			
Découvert bancaire		6 873	19 112
Fournisseurs et autres créditeurs		411 112	427 731
Impôt sur le revenu à payer		49 391	13 630
Instruments financiers dérivés	17	5 179	3 063
Dette à long terme	10	44 721	604 789
Passifs courants		517 276	1 068 325
Dette à long terme	10	809 142	1 010 311
Avantages du personnel		13 738	13 761
Provisions		11 344	10 758
Instruments financiers dérivés	17	14 718	9 579
Passifs d'impôt différé		221 734	234 823
Autre passif financier		2 916	2 941
Passifs non courants		1 073 592	1 282 173
Total des passifs		1 590 868	2 350 498
Capitaux propres			
Capital social	11	716 022	764 343
Surplus d'apport		21 730	17 819
Cumul des autres éléments du résultat global		37 566	46 542
Résultats non distribués		645 498	198 668
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		1 420 816	1 027 372
Contrats de location simple, éventualités et lettres de crédit	18		
Total des passifs et des capitaux propres		3 011 684	3 377 870

Les notes des pages 6 à 26 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

		Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
	Note				
Revenus		897 448	913 242	2 668 042	2 692 131
Surcharge de carburant		78 012	96 430	219 432	310 968
		975 460	1 009 672	2 887 474	3 003 099
Charges liées aux matières et aux services	14	572 200	592 688	1 690 729	1 778 633
Charges liées au personnel	14	234 206	244 180	709 248	728 196
Autres charges opérationnelles	14	57 378	59 064	180 511	176 434
		863 784	895 932	2 580 488	2 683 263
Bénéfice avant les éléments suivants :		111 676	113 740	306 986	319 836
Amortissement des immobilisations corporelles	14	31 862	32 607	96 446	96 242
Amortissement des immobilisations incorporelles	14	12 672	11 878	38 414	34 664
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	14	(5 282)	(3 504)	(13 988)	(17 625)
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente	14	-	-	-	(3 422)
Bénéfice opérationnel		72 424	72 759	186 114	209 977
Produits financiers	15	(4 789)	(2 108)	(4 051)	(749)
Charges financières	15	11 470	28 425	47 667	67 516
Charges financières nettes		6 681	26 317	43 616	66 767
Bénéfice avant impôt sur le résultat		65 743	46 442	142 498	143 210
Charge d'impôt sur le résultat	16	14 674	14 539	31 826	38 083
Bénéfice net lié aux activités poursuivies		51 069	31 903	110 672	105 127
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	6	434	9 727	483 568	14 664
Bénéfice net de la période attribuable aux propriétaires de la Société		51 503	41 630	594 240	119 791
Bénéfice par action					
Bénéfice de base par action	12	0,56	0,42	6,29	1,19
Bénéfice dilué par action	12	0,55	0,41	6,18	1,16
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies					
Bénéfice de base par action	12	0,55	0,32	1,17	1,04
Bénéfice dilué par action	12	0,54	0,32	1,15	1,02

(*) Retraité (voir note 6)

Les notes des pages 6 à 26 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015
Bénéfice net de la période attribuable aux propriétaires de la Société	51 503	41 630	594 240	119 791
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui peuvent être reclassés dans le bénéfice des périodes futures :				
Écarts de conversion	9 869	44 709	(38 580)	91 109
Couverture d'investissement net, après impôt	(5 526)	(43 933)	30 354	(86 985)
Reclassement dans le bénéfice du profit latent cumulé sur les placements dans des titres de capitaux propres, après impôt	(295)	(649)	(923)	(649)
(Perte) gain latent(e) sur les placements dans les titres de capitaux propres, après impôt	(455)	649	173	649
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	3 593	776	(8 976)	4 124
Total du résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la Société	55 096	42 406	585 264	123 915

Les notes des pages 6 à 26 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

TransForce Inc.
**ÉTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
PÉRIODES CLOSES LES 30 SEPTEMBRE 2016 ET 2015 - (NON AUDITÉ)**
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Capital social	Surplus d'apport	Écarts de conversion cumulés	Perte latente cumulée sur les placements dans des titres de capitaux propres	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société
Solde au 31 décembre 2015		764 343	17 819	46 542	-	198 668	1 027 372
Bénéfice net de la période		-	-	-	-	594 240	594 240
Autres éléments du résultat global, après impôt		-	-	(8 226)	(750)	-	(8 976)
Total du résultat global de la période		-	-	(8 226)	(750)	594 240	585 264
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	13	-	4 461	-	-	-	4 461
Options d'achat d'actions exercées	11, 13	1 838	(401)	-	-	-	1 437
Dividendes aux propriétaires de la Société		-	-	-	-	(47 468)	(47 468)
Rachat d'actions propres	11	(50 159)	-	-	-	(99 949)	(150 108)
Unités d'actions restreintes exercées	13	-	(149)	-	-	7	(142)
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres		(48 321)	3 911	-	-	(147 410)	(191 820)
Solde au 30 septembre 2016		716 022	21 730	38 316	(750)	645 498	1 420 816
Solde au 31 décembre 2014		799 100	14 333	28 649	-	187 331	1 029 413
Bénéfice net de la période		-	-	-	-	119 791	119 791
Autres éléments du résultat global, après impôt		-	-	4 124	-	-	4 124
Total du résultat global de la période		-	-	4 124	-	119 791	123 915
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	13	-	3 124	-	-	(6)	3 118
Options d'achat d'actions exercées	11, 13	2 295	(530)	-	-	-	1 765
Dividendes aux propriétaires de la Société		-	-	-	-	(51 159)	(51 159)
Rachat d'actions propres	11	(35 337)	-	-	-	(78 745)	(114 082)
Bons de souscription exercés	11	240	(240)	-	-	-	-
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres		(32 802)	2 354	-	-	(129 910)	(160 358)
Solde au 30 septembre 2015		766 298	16 687	32 773	-	177 212	992 970

Les notes des pages 6 à 26 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Bénéfice net de la période attribuable aux propriétaires de la société	51 503	41 630	594 240	119 791
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	434	9 727	483 568	14 664
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	51 069	31 903	110 672	105 127
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles	31 862	32 607	96 446	96 242
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 672	11 878	38 414	34 664
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	1 989	1 233	4 461	3 118
Charges financières, montant net	6 681	26 317	43 616	66 767
Charge d'impôt sur le résultat	14 674	14 539	31 826	38 083
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	(5 282)	(3 504)	(13 988)	(17 625)
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	(3 422)
Avantages du personnel et provisions	(152)	(68)	488	865
	113 513	114 905	311 935	323 819
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(3 107)	(3 162)	4 969	(6 981)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	110 406	111 743	316 904	316 838
Intérêts payés	(11 059)	(15 943)	(31 307)	(46 263)
Impôts sur le résultat payés	(11 045)	(7 463)	(57 097)	(44 622)
Perte nette réalisée sur les instruments dérivés	-	(1 432)	(407)	(3 895)
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	88 302	86 905	228 093	222 058
Flux de trésorerie nets liés aux activités abandonnées	(1 055)	25 985	(4 487)	44 642
	87 247	112 890	223 606	266 700
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(19 863)	(42 263)	(79 426)	(128 685)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	12 902	11 793	41 752	51 830
Produits de la vente d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	20 553
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(895)	(390)	(1 605)	(1 652)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	-	(10 747)	(22 968)	(37 143)
Acquisitions de placements	(11 357)	(2 059)	(16 551)	(4 921)
Produits de la vente de placements	5 363	5 757	11 270	5 757
Autres	409	313	31	164
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement des activités poursuivies	(13 441)	(37 596)	(67 497)	(94 097)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement des activités abandonnées	8 741	14	770 192	9 310
	(4 700)	(37 582)	702 695	(84 787)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
(Diminution) augmentation du découvert bancaire	(17 467)	(4 278)	(10 857)	15 950
Produits tirés de la dette à long terme	80 120	26 904	105 579	33 443
Remboursement de la dette à long terme	(88 105)	(19 127)	(823 667)	(66 297)
Dividendes payés	(15 800)	(17 084)	(48 543)	(51 892)
Rachat d'actions propres	(41 752)	(61 974)	(150 108)	(114 082)
Produits tirés de l'exercice d'options d'achat d'actions	457	251	1 437	1 765
Rachat d'unités d'actions restreintes	-	-	(142)	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement des activités poursuivies	(82 547)	(75 308)	(926 301)	(181 113)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement des activités abandonnées	-	-	-	(800)
	(82 547)	(75 308)	(926 301)	(181 913)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	-	-	-	-

(*) Retraité (voir note 6)

Les notes des pages 6 à 26 font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

1. Entité publiante

TransForce Inc. (la « Société ») a été constituée en société en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et est une entreprise établie au Canada. Le siège social de la Société est situé au 8801, route Transcanadienne, bureau 500, Montréal (Québec) H4S 1Z6.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société aux 30 septembre 2016 et 2015 et pour le trimestre et les neuf mois clos à ces dates comprennent les comptes de la Société et de ses filiales (désignées collectivement comme le « Groupe » et, individuellement, comme les « entités du Groupe »).

Le Groupe a des activités dans le domaine de la prestation de services de transport et de logistique partout au Canada et aux États-Unis.

2. Mode de présentation

a) Déclaration de conformité

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et à IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés n'incluent pas toutes les informations exigées pour des états financiers annuels complets et devraient être lus en accord avec les plus récents états financiers consolidés annuels du Groupe.

La publication de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés a été autorisée par le conseil d'administration le 20 octobre 2016.

b) Base d'évaluation

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour les éléments importants suivants dans les états consolidés de la situation financière :

- les placements dans les titres de capitaux propres, les instruments financiers dérivés et les contreparties conditionnelles, qui sont évalués à la juste valeur;
- les passifs au titre des accords dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie, qui sont évalués à la juste valeur conformément à IFRS 2;
- le passif au titre des régimes de retraite à prestations définies, qui correspond au total net de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes;
- les actifs et les passifs acquis lors de regroupements d'entreprises, qui sont mesurés à la juste valeur à la date d'acquisition.

c) Caractère saisonnier des activités de la période intermédiaire

Les activités du Groupe sont tributaires de la demande générale de transport de fret. Cette demande est habituellement relativement stable tout au long de l'année. Plus précisément, la demande est à son plus faible au premier trimestre. De plus, au cours des mois plus rigoureux d'hiver, la consommation de carburant et les frais d'entretien tendent à augmenter. Par conséquent, les résultats d'exploitation pour la période intérimaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats des opérations pour l'année entière.

d) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les données financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

e) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Afin de dresser les états financiers consolidés ci-joints selon les IFRS, la direction doit faire preuve de jugement, effectuer des estimations et formuler des hypothèses au sujet d'événements futurs. Ces estimations et les hypothèses sur lesquelles elles se fondent influent sur les montants déclarés au titre de l'actif et du passif, sur les renseignements communiqués à l'égard des éléments d'actif et de passif éventuels, ainsi que sur les montants indiqués des revenus et des charges. Les estimations portent notamment sur l'évaluation des créances clients, du goodwill, des immobilisations incorporelles, des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises, des autres actifs à long terme, de l'impôt sur le résultat ainsi que des obligations au titre des régimes de retraite. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur les meilleures estimations de la direction et font appel à ses jugements.

La direction évalue régulièrement ses estimations et hypothèses en s'appuyant sur les antécédents et d'autres facteurs, notamment la conjoncture économique actuelle, qu'elle juge raisonnables dans les circonstances. La direction modifie ces estimations et hypothèses lorsque les faits et les circonstances l'imposent. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les modifications apportées à ces estimations et hypothèses par suite de l'évolution de la conjoncture économique seront prises en considération dans les états financiers des périodes futures.

Les jugements importants qui ont été portés par la direction afin d'appliquer les conventions comptables du Groupe lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires consolidés condensés et les principales sources d'incertitude relativement à ses estimations sont les mêmes que ceux qui ont servi à dresser et qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2015.

3. Principales conventions comptables

Les conventions comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2015 ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers intermédiaires consolidés condensés, sauf indication contraire. Les conventions comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du Groupe.

Nouvelles normes et interprétations adoptées au cours de la période

Les nouvelles normes, modifications de normes et interprétations suivantes sont en vigueur pour la première fois pour les périodes intermédiaires débutant le ou après le 1^{er} janvier 2016 et ont été appliquées au moment de la préparation de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés :

Améliorations annuelles de IFRS (Cycle 2012-2014) : Le 25 septembre 2014, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à un total de quatre normes. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. L'application anticipée est permise, auquel cas les modifications corrélatives apportées aux autres IFRS s'appliquent également. Chacune des modifications possède ses propres dispositions transitoires particulières. Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- Modification des modalités de cession en vertu de l'IFRS 5, Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées;
- « Liens conservés » pour les mandats de gestion et informations à fournir sur la compensation dans les états financiers intermédiaires résumés en vertu de l'IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir;
- Taux d'actualisation dans un marché régional ayant la même monnaie en vertu de l'IAS 19, Avantages du personnel;
- Informations fournies « ailleurs dans le rapport financier intermédiaire » en vertu de l'IAS 34, Information financière intermédiaire.

L'adoption des modifications des Améliorations annuelles de IFRS (cycle 2012-2014) n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés du Groupe.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Initiative concernant les informations à fournir : modifications de l'IAS 1 : Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1. Présentation des états financiers, dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers (l'«Initiative concernant les informations à fournir»). Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces modifications n'entraînent pas de changements importants par rapport à la pratique actuelle, mais elles devraient faciliter une présentation améliorée des informations à fournir dans les états financiers. L'adoption de l'Initiative concernant les informations à fournir : modifications de l'IAS 1 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés du Groupe.

Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées

Les nouvelles normes suivantes ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 et n'ont pas été appliquées au moment de la préparation de ces états financiers intermédiaires consolidés condensés.

IFRS 9, Instruments financiers, remplacera IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé, et il est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. Elle modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture. Le Groupe envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients: Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, Contrats de construction, l'IAS 18, Produits des activités ordinaires, l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle, l'IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers, l'IFRIC 18, Transferts d'actifs provenant de clients, et la SIC-31, Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité. La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment il l'est. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. Les clarifications apportées à l'IFRS 15 fournissent des directives supplémentaires concernant l'analyse en cinq étapes, la transition et l'application de la norme aux licences de propriété intellectuelle. Le Groupe envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

IFRS 16, Contrats de location – En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, Contrats de location qui remplacera l'IAS 17, Contrats de location. Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation représentant son droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et une obligation locative qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée et le Groupe n'envisage pas l'adopter de manière anticipée.

Initiative concernant les informations à fournir : modifications de l'IAS 7 : Le 7 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Disclosure Initiative (Amendments to IAS 7)*. Les modifications s'appliquent de façon prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Le Groupe n'envisage pas d'adopter la norme par anticipation dans ses états financiers consolidés. Les modifications comprennent des obligations d'information qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie. L'un des moyens de satisfaire à ces nouvelles obligations d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture des passifs découlant d'activités de financement. Le Groupe envisage d'adopter les modifications de l'IAS 7 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1er janvier 2017. Le Groupe ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

Comptabilisation des actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes : modifications de l'IAS 12 : Le 19 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Recognition of Deferred Tax Assets for Unrealized Losses (Amendments to IAS 12)*. Les modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017. Le Groupe n'envisage pas d'adopter la norme par anticipation dans ses états financiers consolidés. Les modifications précisent que l'existence d'une différence temporaire déductible dépend uniquement d'une comparaison de la valeur comptable d'un actif et de sa valeur fiscale à la fin de la période de présentation de l'information financière et qu'elle n'est pas touchée par d'éventuels changements de la valeur comptable ou de la manière attendue de recouvrer l'actif. Les modifications clarifient également la méthode de détermination des bénéfices imposables futurs servant à évaluer l'utilisation des différences temporaires déductibles. Le Groupe envisage d'adopter les modifications de l'IAS 12 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions : modifications de l'IFRS 2 : Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. Le Groupe n'envisage pas d'adopter la norme par anticipation dans ses états financiers consolidés. Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation :

- des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie;
- des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net concernant l'obligation légale relative aux retenues d'impôt à la source;
- d'une modification des termes et conditions qui a pour effet qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres.

Le Groupe envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

4. Information sectorielle

Le Groupe exerce ses activités dans le secteur du transport et de la logistique au Canada et aux États-Unis dans les différents secteurs isolables décrits ci-dessous. Ces secteurs isolables sont gérés de façon indépendante puisqu'ils nécessitent des technologies et des ressources en capital différentes. Tous les mois, le chef de la direction du Groupe passe en revue les rapports de gestion interne de chaque secteur opérationnel. Les activités de chaque secteur isolable du Groupe sont décrites dans le résumé suivant :

Colis et courrier	Cueillette, transport et livraison d'articles partout en Amérique du Nord.
Transport de lots brisés	Cueillette, regroupement, transport et livraison de petits chargements.
Transport de lots complets ^(a)	Transport de chargements complets, directement depuis les installations d'un client jusqu'à la destination, à l'aide de remorques fermées ou d'équipement spécialisé afin de répondre aux besoins particuliers du client. Les services fournis comprennent notamment le transport accéléré, le transport par semi-remorque à plateau et par conteneur ainsi que les services dédiés.
Logistique	Services de logistique.

(a) Le secteur du transport de lots complets regroupe le secteur du transport de lots complets ainsi que les services spécialisés de lots complets. Ces deux secteurs opérationnels ont des structures de coûts similaires et sont évalués selon les mêmes indicateurs de performance.

Des renseignements sur les résultats de chaque secteur isolable sont présentés ci-dessous. La performance est évaluée en fonction du bénéfice sectoriel (perte sectorielle) avant les produits financiers ou les charges financières et les impôts sur le résultat (« bénéfice opérationnel ou perte opérationnelle »), car les produits financiers ou les charges financières et l'impôt sur le résultat ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Cette mesure est incluse dans les rapports de gestion interne qui sont passés en revue par le chef de la direction du Groupe, et elle correspond au « Bénéfice opérationnel » dans les états consolidés du résultat. Le bénéfice opérationnel sectoriel est utilisé comme mesure de la performance, car la direction est d'avis que cette information est la plus pertinente pour évaluer les résultats de certains secteurs par rapport à ceux d'autres entités exerçant leurs activités au sein de ces industries.

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Logistique	Siège social	Éliminations	Total
Trimestre clos le 30 septembre 2016							
Revenus externes	347 106	200 632	370 118	57 604	-	-	975 460
Revenus intersectoriels	1 636	4 165	6 049	1 652	-	(13 502)	-
Total des revenus	348 742	204 797	376 167	59 256	-	(13 502)	975 460
Amortissement	8 466	7 133	27 478	917	540	-	44 534
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	33 577	15 314	24 876	6 688	(8 031)	-	72 424
Total des immobilisations incorporelles	446 309	210 700	751 755	94 594	1 997	-	1 505 355
Total des actifs	696 074	617 679	1 522 586	131 320	39 595	-	3 007 254
Total des passifs	147 942	123 348	259 484	19 984	1 036 781	-	1 587 539
Additions d'immobilisations corporelles	1 374	3 748	14 495	-	246	-	19 863
Trimestre clos le 30 septembre 2015*							
Revenus externes	340 955	217 180	394 180	57 357	-	-	1 009 672
Revenus intersectoriels	1 656	4 721	8 708	2 841	-	(17 926)	-
Total des revenus	342 611	221 901	402 888	60 198	-	(17 926)	1 009 672
Amortissement	8 678	7 874	26 658	822	453	-	44 485
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	22 386	12 186	37 302	5 970	(5 085)	-	72 759
Total des immobilisations incorporelles	464 117	219 035	770 827	88 781	2 517	-	1 545 277
Total des actifs	725 527	686 479	1 573 598	132 063	15 915	-	3 133 582
Total des passifs	152 234	144 286	293 721	21 661	1 805 158	-	2 417 060
Additions d'immobilisations corporelles	6 025	3 813	31 508	274	643	-	42 263

(*) Retraité (voir note 6)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Logistique	Siège social	Éliminations	Total
Neuf mois clos le 30 septembre 2016							
Revenus externes	1 020 468	593 209	1 106 051	167 746	-	-	2 887 474
Revenus intersectoriels	5 167	12 606	18 627	6 556	-	(42 956)	-
Total des revenus	1 025 635	605 815	1 124 678	174 302	-	(42 956)	2 887 474
Amortissement	25 948	21 702	82 866	2 794	1 550	-	134 860
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	83 300	33 200	77 282	16 277	(23 945)	-	186 114
Total des immobilisations incorporelles	446 309	210 700	751 755	94 594	1 997	-	1 505 355
Total des actifs	696 074	617 679	1 522 586	131 320	39 595	-	3 007 254
Total des passifs	147 942	123 348	259 484	19 984	1 036 781	-	1 587 539
Additions d'immobilisations corporelles	9 844	9 702	59 426	131	440	-	79 543
Neuf mois clos le 30 septembre 2015*							
Revenus externes	980 067	653 439	1 182 324	187 269	-	-	3 003 099
Revenus intersectoriels	4 974	13 243	26 566	6 836	-	(51 619)	-
Total des revenus	985 041	666 682	1 208 890	194 105	-	(51 619)	3 003 099
Amortissement	25 071	23 826	77 911	2 668	1 430	-	130 906
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	63 724	34 998	104 002	22 587	(15 334)	-	209 977
Total des immobilisations incorporelles	464 117	219 035	770 827	88 781	2 517	-	1 545 277
Total des actifs	725 527	686 479	1 573 598	132 063	15 915	-	3 133 582
Total des passifs	152 234	144 286	293 721	21 661	1 805 158	-	2 417 060
Additions d'immobilisations corporelles	12 574	18 342	93 410	1 842	2 517	-	128 685

(*) Retraité (voir note 6)

Informations géographiques

Les revenus sont attribués aux emplacements géographiques en fonction du lieu d'origine de la prestation du service. Les actifs sectoriels sont fondés sur l'emplacement géographique des actifs.

	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Revenus				
Canada	616 542	626 783	1 801 282	1 888 851
États-Unis	358 918	382 889	1 086 192	1 114 248
	975 460	1 009 672	2 887 474	3 003 099
			Au 30 sept. 2016	Au 31 déc. 2015
Immobilisations corporelles et incorporelles				
Canada			1 737 666	1 755 198
États-Unis			710 961	789 163
			2 448 627	2 544 361

(*) Retraité (voir note 6)

5. Regroupements d'entreprises

a) Regroupements d'entreprises

Conformément à sa stratégie de croissance, le Groupe a acquis quatre entreprises en 2016 et aucune n'est considérée comme significative.

À la date de clôture, le Groupe n'avait pas finalisé la répartition du prix d'achat sur les éléments identifiables de l'actif net et du goodwill de ces regroupements d'entreprises. Les informations nécessaires pour confirmer la juste valeur de certains actifs et passifs n'ont pas encore été obtenues pour ces acquisitions. Le Groupe finalisera la répartition du prix d'achat à mesure qu'il obtiendra plus de renseignements. Le tableau ci-dessous présente la répartition du prix d'achat en fonction des meilleures informations mises à la disposition du Groupe à ce jour.

<i>Actifs identifiables acquis et passifs pris en charge</i>	Note	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie		133
Clients et autres débiteurs		350
Fournitures en stock et charges payées d'avance		30
Immobilisations corporelles	7	17 405
Immobilisations incorporelles	8	4 015
Fournisseurs et autres créditeurs		(230)
Impôt sur le revenu à payer		(111)
Dette à long terme		(1 686)
Passifs d'impôt différé		(341)
Total de l'actif net identifiable		19 565
Total de la contrepartie transférée		23 101
Goodwill	8	3 536

En ce qui a trait au goodwill et aux immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises en 2016, un montant de 3,7 M\$ est déductible aux fins de l'impôt.

Aucun frais de transaction matériel n'a été encouru en lien avec les acquisitions d'entreprises susmentionnées.

b) Goodwill

Le goodwill est principalement attribuable à la plus-value que représente l'exploitation d'une entreprise bien établie et jouissant d'une bonne réputation dans le secteur du transport, ainsi qu'aux synergies qui devraient découler de l'intégration de l'entité acquise aux activités actuelles du Groupe.

Le goodwill découlant des regroupements d'entreprises susmentionnés a été attribué au secteur opérationnel des services spécialisés de lots complets qui représente le niveau de suivi interne minimal du goodwill.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Activités abandonnées**a) Activités abandonnées**

Le 30 septembre 2015, la Société a décidé de cesser ses activités dans le secteur des services de déplacement d'appareils de forage et par conséquent, a reclassé les propriétés et l'équipement comme actifs détenus en vue de la vente.

Le 29 octobre 2015, la Société a débuté le processus de vente de son secteur de la gestion des matières résiduelles à GFL Environmental Inc. ("GFL") pour une contrepartie totale de 800 M\$ incluant 25 M\$ sous forme de billet à ordre non garanti portant intérêt au taux de 3% qui vient à échéance dans quatre ans. Les opérations du secteur de la gestion des matières résiduelles ont été transférées à GFL le 1^{er} février 2016.

Les tableaux suivants présentent le bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées :

	Trimestre clos le 30 sept. 2016			Trimestre clos le 30 sept. 2015		
	Service de déplacement d'appareils de forage	Gestion des matières résiduelles	Total	Service de déplacement d'appareils de forage	Gestion des matières résiduelles	Total
Revenus	-	-	-	5 116	57 876	62 992
Charges	-	-	-	8 071	43 240	51 311
	-	-	-	(2 955)	14 636	11 681
Perte sur actifs destinés à la vente	-	-	-	(1 396)	-	(1 396)
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	-	-	-	(4 351)	14 636	10 285
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(434)	-	(434)	(2 960)	3 518	558
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	434	-	434	(1 391)	11 118	9 727
Bénéfice par action lié aux activités abandonnées						
(Perte) bénéfice de base par action	0,00	-	0,00	(0,01)	0,11	0,10
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	0,00	-	0,00	(0,01)	0,11	0,10
Information supplémentaire:						
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	2 192	5 999	8 191

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

	Neuf mois clos le 30 sept. 2016			Neuf mois clos le 30 sept. 2015		
	Service de déplacement d'appareils de forage	Gestion des matières résiduelles	Total	Service de déplacement d'appareils de forage	Gestion des matières résiduelles	Total
Revenus	304	14 340	14 644	43 702	154 771	198 473
Charges	1 854	15 630	17 484	60 073	121 301	181 374
	(1 550)	(1 290)	(2 840)	(16 371)	33 470	17 099
Perte sur actifs destinés à la vente	(8 314)	-	(8 314)	(2 153)	-	(2 153)
Profit sur la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles ⁽¹⁾	-	559 246	559 246	-	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	(9 864)	557 956	548 092	(18 524)	33 470	14 946
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(4 054)	68 578	64 524	(8 143)	8 425	282
(Perte nette) bénéfice net liée aux activités abandonnées	(5 810)	489 378	483 568	(10 381)	25 045	14 664
Bénéfice par action lié aux activités abandonnées						
(Perte) bénéfice de base par action	(0,06)	5,18	5,12	(0,10)	0,25	0,15
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	(0,06)	5,09	5,03	(0,10)	0,24	0,14
Information supplémentaire:						
Amortissement des immobilisations corporelles	-	2 256	2 256	7 430	16 931	24 361

⁽¹⁾ Voir note b

Les actifs et les passifs liés aux activités abandonnées se résument comme suit:

	Au 30 septembre 2016			Au 31 décembre 2015		
	Services de déplacement d'appareils de forage	Gestion des matières résiduelles	Total	Services de déplacement d'appareils de forage	Gestion des matières résiduelles	Total
Actifs courants	4 430	-	4 430	29 184	37 898	67 082
Actifs non courants	-	-	-	-	266 443	266 443
Passifs courants	(3 329)	-	(3 329)	(6 048)	(28 577)	(34 625)
Passifs non courants	-	-	-	-	(56 361)	(56 361)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

b) Vente du secteur de la gestion des matières résiduelles

Le 1^{er} février 2016, la Société a réalisé la vente de son secteur de la gestion des matières résiduelles à GFL, société dont le siège social est situé à Toronto, en Ontario, pour un prix de vente de 800 M\$. À la clôture de l'opération, GFL a versé un montant de 758,9 M\$ à la Société, net des ajustements de clôture, et a émis à la Société un billet à ordre non garanti d'un montant de 25 M\$, payable dans quatre ans et portant intérêt au taux de 3 % par année. Le tableau ci-dessous présente le rapprochement du gain sur disposition du secteur de la gestion des matières résiduelles.

	Note	2016
Prix de vente		800 000
Ajustements de clôture au produit de disposition	i	(16 126)
Prix de vente net		783 874
Clients et autres débiteurs		34 014
Fournitures en stock et charges payées d'avance		4 364
Immobilisations corporelles		140 089
Immobilisations incorporelles		93 408
Goodwill		22 369
Autres actifs		9 576
Découvert bancaire		(6 018)
Fournisseurs et autres créditeurs		(16 576)
Impôt sur le revenu à payer		(3 956)
Provisions		(26 544)
Dette à long terme		(7 235)
Passifs d'impôt différé		(26 398)
Total de l'actif net identifiable		217 093
Ajustement de la juste valeur du billet à ordre	ii	(7 535)
Profit sur la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles		559 246
Charge d'impôt sur le profit de la disposition	iii	(68 475)
Profit sur la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles, après impôts		490 771
Le prix de vente est payé comme suit:		
Trésorerie reçue		758 874
Billet à ordre émis	ii	25 000
		783 874

- i) Les ajustements de clôture au prix de vente incluent un montant de loyer pris en charge de 0,7 M\$, des coûts de fermeture et de post-fermeture de 9,1 M\$, un ajustement afférent au fonds de roulement de 2,4 M\$ ainsi qu'un montant d'impôt à payer de 4,0 M\$.
- ii) L'ajustement de la juste valeur du billet à ordre a été calculé avec un taux d'actualisation de 12 % sur 4 ans basé sur le risque spécifique de l'entreprise.
- iii) Le profit de 559,2 M\$ sur la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles a entraîné une charge d'impôt de 68,5 M\$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 12,2 % principalement expliqué par la nature en capital de la transaction.

Certaines données comparatives ont été retraitées afin d'exclure l'impact des activités abandonnées.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

7. Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments	Matériel roulant	Équipement	Total
Coût				
Solde au 31 décembre 2015	424 593	908 662	149 482	1 482 737
Regroupements d'entreprises	-	17 356	49	17 405
Additions	7 426	65 675	6 442	79 543
Cessions	(11 853)	(73 946)	(4 842)	(90 641)
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	-	(110)	-	(110)
Incidence des variations des taux de change	(1 348)	(12 140)	(629)	(14 117)
Solde au 30 septembre 2016	418 818	905 497	150 502	1 474 817
Amortissement				
Solde au 31 décembre 2015	67 620	341 707	91 549	500 876
Amortissement de la période	7 880	77 021	11 545	96 446
Cessions	(2 584)	(56 334)	(5 156)	(64 074)
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	-	(71)	-	(71)
Incidence des variations des taux de change	(340)	(1 044)	(248)	(1 632)
Solde au 30 septembre 2016	72 576	361 279	97 690	531 545
Valeurs comptables nettes				
Solde au 31 décembre 2015	356 973	566 955	57 933	981 861
Solde au 30 septembre 2016	346 242	544 218	52 812	943 272

8. Immobilisations incorporelles

	Autres immobilisations incorporelles					Total
	Goodwill	Relations clients	Marques de commerce	Clauses de non concurrence et permis	Technologie de l'information	
Valeurs comptables nettes						
Solde au 31 décembre 2015	1 147 311	344 768	59 215	1 787	9 419	1 562 500
Regroupements d'entreprises	3 536	3 445	-	570	-	7 551
Additions	-	-	-	-	1 605	1 605
Amortissement	-	(30 674)	(4 026)	(342)	(3 372)	(38 414)
Incidence des variations des taux de change	(19 378)	(6 879)	(1 402)	(61)	(167)	(27 887)
Solde au 30 septembre 2016	1 131 469	310 660	53 787	1 954	7 485	1 505 355

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

9. Autres actifs

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Billet à ordre	18 541	-
Investissements	5 506	-
Trésorerie soumise à restrictions	4 295	4 300
Dépôts de garantie	3 619	3 820
Autres	24	23
	31 985	8 143

10. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Passifs non courants		
Facilité renouvelable	529 162	801 152
Déventures non garanties	124 497	124 334
Emprunts à terme	74 705	-
Contrats de vente conditionnelle	39 939	34 985
Passifs au titre des contrats de location-financement	14 720	23 111
Autres dettes à long terme	26 119	26 729
	809 142	1 010 311
Passifs courants		
Partie courante des contrats de vente conditionnelle	27 838	24 543
Partie courante des passifs au titre des contrats de location-financement	11 071	15 327
Partie courante des autres dettes à long terme	5 812	5 784
Partie courante des emprunts à terme	-	559 135
	44 721	604 789

Les emprunts à terme ont été entièrement remboursés à l'aide du produit de disposition de la vente du secteur de la gestion des matières résiduelles.

Le 22 juin 2016, le Groupe a modifié sa facilité renouvelable existante et l'a prorogée jusqu'en juin 2020. La facilité est non garantie et peut être prorogée annuellement. Le montant total disponible en vertu de la facilité renouvelable a été augmenté de 155 M\$ pour le porter à 1 200 M\$. La convention procure encore un crédit supplémentaire de 250 M\$ (245 M\$ CA et 5 M\$ US), disponible à certaines conditions. Selon certains ratios, le taux d'intérêt variera entre le taux des acceptations bancaires (« AB ») (ou le taux interbancaire offert à Londres (« TIOL ») sur la dette libellée en dollars américains) majoré de la marge applicable, laquelle peut varier entre 125 points de base et 275 points de base.

Le 18 août 2016, le Groupe a conclu un nouvel accord de prêt pour 75 M\$. Ce prêt prend la forme de l'emprunt à terme portant intérêt au taux de 3,95 % et venant à échéance en août 2019. Cet emprunt à terme peut être remboursé, sans pénalité, après le 18 août 2018, sous réserve de l'approbation du syndicat de prêteurs bancaires du Groupe.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

11. Capital social

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, pouvant être émises en série. Ces actions ordinaires et privilégiées n'ont pas de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Le tableau suivant résume le nombre d'actions ordinaires émises :

<i>(en actions)</i>	Note	Neuf mois	Neuf mois
		clos le	clos le
		30 sept. 2016	30 sept. 2015
Solde au début de la période		97 632 502	102 323 968
Actions rachetées et annulées - Importante offre de rachat		(2 699 924)	-
Actions rachetées et annulées		(3 702 200)	(4 524 300)
Options d'achat d'actions exercées	13	83 071	109 306
Bons de souscription exercés		-	12 332
Solde à la fin de la période		91 313 449	97 921 306

Le tableau suivant résume le capital social émis et entièrement libéré :

	Neuf mois	Neuf mois
	clos le	clos le
	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Solde au début de la période	764 343	799 100
Actions rachetées et annulées	(50 159)	(35 337)
Contrepartie en trésorerie liée à l'exercice d'options d'achat d'actions	1 437	1 765
Valeur attribuée créditée au capital social par suite d'exercice d'options d'achat d'action	401	530
Valeur attribuée créditée au capital social par suite d'exercice de bons de souscription	-	240
Solde à la fin de la période	716 022	766 298

En vertu du renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre ») qui a débuté le 30 septembre 2016 et qui expire le 29 septembre 2017, la Société est autorisée à racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires, sous réserve de certaines conditions. Au 30 septembre 2016 et depuis le début de l'offre, la Société n'a pas racheté d'actions ordinaires dans le cadre de cette offre.

Durant neuf mois clos le 30 septembre 2016, la Société a racheté 3 702 200 actions ordinaires à un prix variant de 22,00 \$ à 27,30 \$ par action pour un prix d'achat total de 90,7 M\$ en lien avec l'offre. Durant neuf mois clos le 30 septembre 2015, la Société a racheté 4 524 300 actions ordinaires à un prix variant de 21,93 \$ à 27,92 \$ par action pour un prix d'achat total de 114,1 M\$ en lien avec l'offre précédente. L'excédent du prix d'achat payé sur la valeur comptable des actions rachetées, soit un montant de 61,6 M\$ (78,7 M\$ en 2015), a été imputé aux résultats non distribués en tant que prime sur rachat d'actions.

Durant neuf mois clos le 30 septembre 2015, 40 000 bons de souscription au prix d'exercice de 20,17 \$ ont été exercés en vertu des dispositions d'exercice sans décaissement entraînant l'émission de 12 332 actions ordinaires de la Société. La caractéristique d'exercice sans décaissement permet au titulaire de recevoir le nombre d'actions ordinaires équivalant à la différence entre la valeur marchande des actions ordinaires sous-jacentes du nombre de bons de souscription exercés et le prix d'exercice, au lieu de versement d'espèces ou de toute autre considération. Le prix de l'action à la date d'exercice était de 29,16 \$. Au 30 septembre 2016, il n'y avait aucun bon de souscription en circulation.

Le 11 février 2016, la Société a annoncé une importante offre de rachat visant le rachat, aux fins d'annulation, d'au plus 10 millions d'actions ordinaires, pour un prix de rachat global d'au plus 220 M\$ (l'« importante offre »). L'importante offre a été menée selon une procédure « d'adjudication à la hollandaise » modifiée, aux termes de laquelle les actionnaires pouvaient déposer la totalité ou une partie de leurs actions (i) à un prix d'au moins 19,00 \$ et d'au plus 22,00 \$ l'action, en multiples de 0,10 \$ l'action, ou (ii) sans préciser de prix de rachat, auquel cas leurs actions seraient rachetées au prix de rachat établi conformément à l'importante offre.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

L'importante offre s'est expirée le 28 mars 2016. La Société a racheté et annulé 2 699 924 actions ordinaires à un prix de 22,00 \$ par action, pour un prix d'achat total de 59,4 M\$ en lien avec cette importante offre. L'excédent du prix d'achat payé sur la valeur comptable des actions rachetées, soit un montant de 38,3 M\$, a été imputé aux résultats non distribués en tant que prime sur rachat d'actions.

12. Bénéfice par action
Bénéfice de base par action

Le bénéfice de base par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ont été calculés comme suit :

<i>(en milliers de dollars et en actions)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Bénéfice net attribuable aux propriétaires de la Société	51 503	41 630	594 240	119 791
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	51 069	31 903	110 672	105 127
Actions ordinaires émises au début de la période	92 877 512	100 497 437	97 632 502	102 323 968
Incidence de l'exercice d'options d'achat d'actions et de bons de souscription	12 709	7 035	45 712	90 564
Incidence du rachat d'actions propres	(671 977)	(1 295 100)	(3 208 131)	(1 398 750)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	92 218 244	99 209 372	94 470 083	101 015 782
Bénéfice de base par action	0,56	0,42	6,29	1,19
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies	0,55	0,32	1,17	1,04

(*) Retraité (voir note 6)

Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte de l'incidence de toutes les actions ordinaires dilutives, et ont été calculés comme suit :

<i>(en milliers de dollars et en actions)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Bénéfice net attribuable aux propriétaires de la Société	51 503	41 630	594 240	119 791
Effet dilutif	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux propriétaires de la Société, après ajustement pour tenir compte de l'effet dilutif	51 503	41 630	594 240	119 791
Bénéfice net lié aux activités poursuivies, après ajustement pour tenir compte de l'effet dilutif	51 069	31 903	110 672	105 127
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	92 218 244	99 209 372	94 470 083	101 015 782
Effet dilutif :				
Options d'achat d'actions, unités d'actions restreintes et bons de souscription	1 825 308	1 591 516	1 649 238	1 839 901
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires - dilué	94 043 552	100 800 888	96 119 321	102 855 683
Bénéfice dilué par action	0,55	0,41	6,18	1,16
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	0,54	0,32	1,15	1,02

(*) Retraité (voir note 6)

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2016, 864 485 et 1 331 671 options d'achat d'actions ont respectivement été exclues du calcul du bénéfice dilué par action, ces options étant considérées comme antidilutives (1 381 120 et 915 485 en 2015).

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

La valeur à la cote moyenne des actions de la Société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions a été fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle ces options étaient en circulation.

13. Paiements fondés sur des actions
Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à certains de ses employés. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises aux termes de ce régime ne doit pas dépasser 10 % du nombre d'actions occasionnellement émises et en circulation de la Société. Chaque option d'achat d'actions permet à son détenteur de recevoir une action ordinaire au moment de l'exercice. Le prix d'exercice à payer pour chaque option est déterminé par le conseil d'administration à la date de l'attribution, et il ne peut pas être inférieur au cours de clôture moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'attribution. Les droits aux options deviennent acquis en tranches égales sur une période de trois ans, et la charge est constatée selon la méthode accélérée, chaque tranche étant évaluée séparément à la juste valeur. Le tableau ci-dessous résume l'évolution du régime d'options d'achat d'actions :

<i>(en milliers d'options et en dollars)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2016		Trimestre clos le 30 sept. 2015		Neuf mois clos le 30 sept. 2016		Neuf mois clos le 30 sept. 2015	
	Prix d'exercice		Prix d'exercice		Prix d'exercice		Prix d'exercice	
	Nombre d'options	moyen pondéré	Nombre d'options	moyen pondéré	Nombre d'options	moyen pondéré	Nombre d'options	moyen pondéré
Solde au début de la période	4 817	16,55	4 080	14,87	4 934	16,67	4 193	14,93
Options attribuées	1 039	24,64	915	24,93	1 039	24,64	915	24,93
Options exercées	(28)	16,03	(14)	17,83	(83)	17,32	(109)	16,14
Options éteintes	(7)	24,93	(10)	23,21	(69)	24,74	(28)	22,80
Solde à la fin de la période	5 821	17,99	4 971	16,70	5 821	17,99	4 971	16,70
Options exerçables à la fin de la période					4 066	15,06	3 472	13,50

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 30 septembre 2016 :

<i>(en milliers d'options et en dollars)</i>	Options en circulation		Options exerçables
	Nombre d'options	Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	Nombre d'options
Prix d'exercice			
6,32	748	2,8	748
9,46	652	3,8	652
14,28	580	1,8	580
16,46	767	2,8	767
20,18	740	3,8	740
24,64	1 039	6,8	-
24,93	860	5,8	285
25,14	435	4,8	294
	5 821	4,3	4 066

Parmi les options en circulation au 30 septembre 2016, un nombre total de 4 764 932 (4 020 595 au 31 décembre 2015) est détenu par les principaux dirigeants.

Le cours moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options d'achat d'actions qui ont été exercées pendant neuf mois clos le 30 septembre 2016 était de 23,93 \$ (29,38 \$ en 2015).

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2016, le Groupe a constaté, en lien avec les options d'achat d'actions, une charge de rémunération de 0,8 M\$ et 2,3 M\$ respectivement (0,8 M\$ et 2,4 M\$ en 2015) et une augmentation correspondante du surplus d'apport.

Le 21 juillet 2016, le Conseil d'administration a approuvé l'octroi de 1 038 657 options d'achat d'actions en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société dont 721 516 ont été attribuées aux principaux dirigeants. Les droits aux options deviennent acquis en tranches égales sur une période de trois ans et ont une durée de sept ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle de Black-Scholes pour l'évaluation du prix des options en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes:

	21 juillet 2016
Durée de vie moyenne prévue des options	4.5 années
Taux d'intérêt sans risque	0.56 %
Volatilité prévue du cours de l'action	23.01 %
Rendement moyen du dividende	2.83 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	3.33 \$

Régime d'unités d'actions différées à l'intention des membres du conseil d'administration

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») aux membres de son conseil d'administration. Aux termes de ce régime, les membres du conseil d'administration peuvent choisir de recevoir un montant en espèces, des unités d'actions différées ou les deux à titre de jetons de présence. Le tableau suivant présente le nombre d'unités visées par ce régime :

<i>(en unités)</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015
Solde au début de la période	275 380	231 215	255 053	217 557
Jetons de présence des membres du conseil d'administration	8 638	9 942	29 446	26 543
Unités d'actions différées rachetées	-	-	(4 402)	(5 436)
Dividendes payés en unités	1 909	1 530	5 830	4 023
Solde à la fin de la période	285 927	242 687	285 927	242 687

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2016, le Groupe a constaté, en lien avec les unités d'actions différées, une charge de rémunération de 0,2 M\$ et 0,8 M\$ respectivement (0,2 M\$ et 0,7 M\$ en 2015) et une augmentation correspondante des fournisseurs et autres crédateurs.

Au 30 septembre 2016, la valeur comptable totale des passifs au titre des accords dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie qui sont comptabilisés dans les fournisseurs et autres crédateurs se chiffrait à 7,8 M\$ (6,0 M\$ au 31 décembre 2015).

Régime d'unités d'actions restreintes subordonnées aux résultats

La Société offre un régime d'intéressement fondé sur des titres de capitaux propres à l'intention des hauts dirigeants du Groupe. Le régime prévoit l'émission d'unités d'actions restreintes (« UAR ») selon des modalités devant être déterminées par le conseil. Les droits relatifs aux UAR sont acquis après 2,5 années de service consécutif à partir de la date de l'octroi. La période d'acquisition, antérieurement de 3 années de service consécutif, a été modifiée après l'approbation par le conseil d'administration le 21 juillet 2016. Le changement a été appliqué à l'ensemble des UAR en circulation. Sous réserve de la période de service exigée, le régime prévoit le règlement de l'octroi par l'émission d'actions ordinaires.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

Le 21 juillet 2016, la Société a octroyé un total de 142 799 UAR en vertu du régime incitatif d'équité de Corporation dont 97 509 ont été attribuées aux principaux dirigeants. La juste valeur des unités est déterminée à être la juste valeur de l'action à la date d'octroi et est reconnue comme une charge de rémunération à base d'actions, par le surplus d'apport, sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des unités octroyées au cours de la période a été de 24,64 \$ par unité. Le tableau suivant résume la variation des UAR en circulation:

<i>(en milliers de UAR et en dollars)</i>	Trimestre		Trimestre		Neuf mois		Neuf mois	
	clos le		clos le		clos le		clos le	
	30 sept. 2016		30 sept. 2015		30 sept. 2016		30 sept. 2015	
	Prix		Prix		Prix		Prix	
	d'exercice		d'exercice		d'exercice		d'exercice	
	Nombre	moyen	Nombre	moyen	Nombre	moyen	Nombre	moyen
	d'UAR	pondéré	d'UAR	pondéré	d'UAR	pondéré	d'UAR	pondéré
Solde au début de la période	217	25,01	83	25,14	224	25,01	83	25,14
Unités attribuées	143	24,64	144	24,93	143	24,64	144	24,93
Unités ré-investies	2	25,00	1	25,14	6	25,00	2	25,14
Unités exercées	-	-	-	-	(7)	24,99	-	-
Unités éteintes	(1)	24,93	(2)	25,14	(5)	25,01	(3)	25,14
Solde à la fin de la période	361	24,86	226	25,01	361	24,86	226	25,01

Le tableau suivant résume l'information sur les UAR en circulation et pouvant être exercées:

<i>(en milliers de UAR et en dollars)</i>	UAR en circulation	
	Nombre	Durée de vie restante
Prix d'exercice	d'UAR	(en années)
24,64	143	2,3
24,93	140	1,3
25,14	78	0,3
	361	1,5

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2016, le Groupe a constaté, en lien avec les UAR, une charge de rémunération de 1,2 M\$ et 2,1 M\$, respectivement (0,5 M\$ et 0,8 M\$ en 2015) et une augmentation correspondante du surplus d'apport.

Parmi les UAR en circulation au 30 septembre 2016, un nombre total de 256 282 (153 207 au 31 décembre 2015) est détenu par les principaux dirigeants.

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

14. Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles liées aux activités poursuivies du Groupe incluent a) les charges liées aux matières et aux services, qui se composent principalement des coûts liés aux entrepreneurs indépendants et à l'exploitation des véhicules; les charges liées à l'exploitation des véhicules se composent principalement des coûts liés au carburant, aux réparations et à l'entretien, aux assurances, aux permis ainsi qu'aux fournitures opérationnelles; b) les charges liées au personnel; c) les autres charges opérationnelles, qui se composent surtout des coûts liés aux loyers des bureaux et des terminaux, aux taxes, au chauffage, aux télécommunications, à l'entretien, à la sécurité et aux autres frais généraux; et d) l'amortissement, et le profit ou la perte sur la vente d'immobilisations et des actifs détenus en vue de la vente.

	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Charges liées aux matières et aux services				
Entrepreneurs indépendants	435 201	445 487	1 283 253	1 320 465
Charges liées à l'exploitation des véhicules	136 999	147 201	407 476	458 168
	572 200	592 688	1 690 729	1 778 633
Charges liées au personnel	234 206	244 180	709 248	728 196
Autres charges opérationnelles	57 378	59 064	180 511	176 434
Amortissement des immobilisations corporelles	31 862	32 607	96 446	96 242
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 672	11 878	38 414	34 664
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	(5 282)	(3 504)	(13 988)	(17 625)
Profit sur la vente d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	(3 422)
	903 036	936 913	2 701 360	2 793 122

(*) Retraité (voir note 6)

15. Produits financiers et charges financières
Comptabilisation dans le bénéfice :

<i>(Produits) charges</i>	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Charge d'intérêts sur la dette à long terme	8 442	15 321	29 270	45 186
Revenus d'intérêts et désactualisation	(639)	-	(1 722)	-
Perte (gain) de change, montant net	315	(1 359)	3 317	664
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de change	(122)	2 072	(1 263)	6 899
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt	(3 687)	9 713	8 924	11 362
Autres charges financières	2 713	1 319	6 156	3 405
Reclassement dans le bénéfice du profit latent cumulé sur les placements dans des titres de capitaux propres	(341)	(749)	(1 066)	(749)
Charges financières nettes	6 681	26 317	43 616	66 767
Présentation en tant que :				
Produits financiers	(4 789)	(2 108)	(4 051)	(749)
Charges financières	11 470	28 425	47 667	67 516

(*) Retraité (voir note 6)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

16. Charge d'impôt sur le résultat
Impôt sur le résultat comptabilisé dans le bénéfice :

	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Charge d'impôt exigible				
Période considérée	21 150	23 037	46 577	58 228
Ajustement des périodes précédentes	(6 030)	(7 348)	(6 030)	(6 904)
	15 120	15 689	40 547	51 324
Charge d'impôt différé				
Création et reprise de différences temporelles	(4 348)	(9 392)	(12 627)	(21 629)
Variation du taux d'impôt	(251)	372	20	475
Ajustement des périodes précédentes	4 153	7 870	3 886	7 913
	(446)	(1 150)	(8 721)	(13 241)
Charge d'impôt sur le résultat liée aux activités poursuivies	14 674	14 539	31 826	38 083

(*) Retraité (voir note 6)

Rapprochement du taux d'impôt effectif :

	Trimestre clos le 30 sept. 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2015*	Neuf mois clos le 30 sept. 2016	Neuf mois clos le 30 sept. 2015*
Bénéfice avant impôt sur le résultat	65 743	46 442	142 498	143 210
Impôt sur le résultat selon le taux d'impôt				
prévu par la loi auquel la Société est assujettie	26,9% 17 685	26,9% 12 493	26,9% 38 332	26,9% 38 523
Augmentation (diminution) liée aux éléments suivants :				
Incidence des taux d'impôt des différentes juridictions	(3,0%) (1 970)	(3,7%) (1 740)	(3,9%) (5 588)	(3,7%) (5 229)
Variation du taux d'impôt	(0,4%) (251)	0,8% 372	0,0% 20	0,3% 475
Charges non déductibles	1,8% 1 207	1,0% 448	1,7% 2 420	1,6% 2 285
Revenus exonérés d'impôt	(0,5%) (321)	0,9% 432	(1,3%) (1 798)	(1,0%) (1 415)
Ajustement des périodes précédentes	(2,9%) (1 877)	1,1% 522	(1,5%) (2 144)	0,7% 1 009
Autres	0,3% 201	4,3% 2 012	0,4% 584	1,7% 2 435
	22,2% 14 674	31,3% 14 539	22,3% 31 826	26,5% 38 083

(*) Retraité (voir note 6)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

17. Instruments financiers

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés s'établissent comme suit:

		Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs courants			
Instruments dérivés de change		-	11 375
Passifs courants			
Instruments dérivés de change		-	230
Contrats en devises étrangères		950	700
Instruments dérivés de taux d'intérêt	a	4 229	2 133
		5 179	3 063
Passifs non courants			
Contrats en devises étrangères		738	2 427
Instruments dérivés de taux d'intérêt	a	13 980	7 152
		14 718	9 579

a) Risque de taux d'intérêt

Le Groupe a l'intention de minimiser son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant une part importante de dette à long terme à taux fixe. Pour ce faire, le Groupe conclut des swaps de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés de taux d'intérêt du Groupe s'établissent comme suit :

	Au 30 septembre 2016			Au 31 décembre 2015		
	Taux moyen TIOL	Valeur nominale du contrat \$ US	Juste valeur \$ CA	Taux moyen TIOL	Valeur nominale du contrat \$ US	Juste valeur \$ CA
Période de couverture :						
Moins de 1 an	1,78%	375 000	(4 229)	1,58%	475 000	(2 133)
De 1 à 2 ans	1,92%	325 000	(4 027)	1,85%	350 000	(1 831)
De 2 à 3 ans	1,92%	325 000	(4 027)	1,92%	325 000	(1 794)
De 3 à 4 ans	1,90%	293 750	(3 516)	1,92%	325 000	(1 794)
De 4 à 5 ans	1,92%	100 000	(1 071)	1,89%	237 500	(1 139)
De 5 à 6 ans	1,92%	100 000	(1 071)	1,92%	100 000	(382)
De 6 à 7 ans	1,92%	25 000	(268)	1,92%	75 000	(212)
Passifs			(18 209)			(9 285)
Présentation en tant que :						
Passifs courants			(4 229)			(2 133)
Passifs non courants			(13 980)			(7 152)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

18. Contrats de location simple, éventualités et lettres de crédit**a) Contrats de location simple**

Le Groupe a conclu des contrats de location simple échéant à diverses dates jusqu'en mars 2035, pour du matériel roulant, des biens immobiliers et d'autres immobilisations. Le total des paiements minimaux futurs aux termes des contrats de location simple non résiliables s'établit comme suit :

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Moins de 1 an	118 690	116 952
De 1 à 5 ans	229 424	237 951
Plus de 5 ans	101 527	124 824
	449 641	479 727

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 30 septembre 2016, une charge respective de 32,7 M\$ et 99,5 M\$ a été constatée dans le bénéfice au titre des contrats de location simple (33,0 M\$ et 93,0 M\$ en 2015).

b) Éventualités

Des demandes de règlement en cours ont été déposées à l'encontre du Groupe. La direction estime que celles-ci sont suffisamment provisionnées et que leur règlement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou la performance financière du Groupe.

c) Lettres de crédit

Au 30 septembre 2016, le Groupe avait des lettres de crédit en cours d'un montant de 41,2 M\$ (32,6 M\$ au 31 décembre 2015).

INFORMATION CORPORATIVE

BUREAU EXÉCUTIF

96, Disco Road
Etobicoke (Ontario) M9W 0A3
Téléphone : 647 725-4500
Site Web : www.transforcecompany.com
Courriel : administration@transforcecompany.com

SIÈGE SOCIAL

8801, route Transcanadienne,
bureau 500
Montréal (Québec) H4S 1Z6
Téléphone : 514 331-4000
Télécopieur : 514 337-4200
Site Web : www.transforcecompany.com
Courriel : administration@transforcecompany.com

AUDITEURS

KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L.

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Les actions de TransForce Inc. sont inscrites
à la Bourse de Toronto (TSX : TFI) et sur le marché
OTCQX aux États-Unis (OTCQX : TFIFF).

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Bank of America Merrill Lynch
Banque de Montréal
La Banque de Nouvelle-Écosse
Caisse Centrale Desjardins
JPMorgan Chase Bank
Banque Toronto Dominion
Banque de Tokyo-Mitsubishi UFJ (Canada)
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Banque HSBC Canada
PNC Bank Canada Branch
Alberta Treasury Branch

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de Fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 416 263-9200
1 800 564-6253
Télécopieur : 1 888 453-0330

CONCEPTION ET RÉDACTION

MaisonBrison Communications

If you would prefer to receive this report in English,
please write to the Secretary of the Company:
8801 Trans-Canada Highway, Suite 500
Montreal, Quebec H4S 1Z6



www.transforcecompany.com